

DIALOGUE GLOBAL

2.5

La vocation de la sociologie

Zygmunt Bauman

Qui est Izabela Barlinska ?

Sesame Street

Tamara Kay

Rio+20

Herbert Docena

- > **Féminisme et néo-libéralisme**
- > **Ukraine : Féminisme en action**
- > **L'insécurité en Amérique latine**
- > **Les classes moyennes noires en Colombie**
- > **La véritable situation de la sociologie en Russie**
- > **La sociologie britannique à l'ère de l'austérité**
- > **Le Congrès de 2014 à Yokohama**
- > **Universités italiennes à vendre**
- > **L'ISA à l'ONU : Crime et justice**
- > **Reportage photo :
Un piège mortel pour les migrants**
- > **Qui veut diriger eSymposium ?**

NEWSLETTER



ISA
Association
Internationale
de Sociologie

VOLUME 2 / INUMÉRO 5 / AOÛT 2012

DGN



> Éditorial

La vocation de la sociologie

Max Weber prononça ses conférences à la fois produits et sources d'inspiration sur « La vocation de savant » et « La vocation de politique » à l'invitation d'étudiants de Munich, en 1917 et 1919. C'est toute son expérience personnelle, comme savant et politique, qu'il a investi dans ces conférences, élaborant une sociologie des vocations sans étudier directement la vocation de la sociologie. *Dialogue Global* s'est inspiré de cet héritage pour inaugurer une nouvelle rubrique intitulée « La vocation de la sociologie ».

Sur cette ligne, nous commençons avec Zygmunt Bauman, lequel s'accommode mal de la division webérienne entre science et politique. En opposition à Weber, Bauman considère qu'aujourd'hui la science devient très vite politique sous forme d'une logique managériale, alors même que la politique a été séparée du pouvoir. Pour Bauman, la sociologie doit par conséquent dépasser la division entre science et politique en instaurant un dialogue à double sens avec les opinions publiques.

Dans ce numéro, Izabela Barlinska, une autre sociologue polonaise, reprend à son compte ce type de dialogue ouvert lorsqu'elle évoque la société civile à l'époque de Solidarnosc, de même que Tamara Kay lorsqu'elle relate l'adaptation négociée de *Sesame Street* à la réalité politique et culturelle de différents pays, et Koichi Hasegawa lorsqu'il incite la sociologie japonaise à défendre le dialogue public sur les dangers du nucléaire. Depuis longtemps, les féministes ont préconisé le dialogue public pour protester contre la marginalisation des femmes et des minorités sexuelles, et Tamara Martsenyuk revient ici sur les actions politiques hautes en couleur que les féministes en Ukraine mènent dans les rues. Enfin, c'est ce dialogue entre science et mouvements sociaux qui, selon Herbert Docena, a fait défaut à la récente Conférence de l'ONU sur le Développement Durable (Rio+20), où, au contraire, les scientifiques ont invoqué le privilège de la neutralité afin d'accéder au pouvoir – l'exacte logique technocratique que dénonce Bauman.

Nous avons besoin de dialogue en particulier maintenant, écrit Bauman, en ces temps liquides définis par l'incertitude et l'insécurité. Les articles publiés dans ce numéro font écho à ses considérations : le sentiment croissant d'insécurité en Amérique latine (Kessler) ; les conséquences du racisme pour les Afro-Colombiens (Viveros Vigoya) ; l'action de l'ONU pour lutter contre la violence exercée à l'encontre des migrants (Barberet) ; et comment, aux États-Unis, l'État est impliqué dans cette violence (Elcioglu). Romanovsky et Toshchenko font état d'une nouvelle sociologie russe qui aborde l'insécurité économique à l'ère postsoviétique. Enfin, la précarité gagne à présent les universités – les étudiants aussi bien que les enseignants –, ainsi que l'explique Corradi dans le cas de l'Italie. Tant que la sociologie rendra compte de ces insécurités, tant que ces insécurités entraîneront des protestations, comme elles le font assurément, alors tout espoir n'est pas perdu.

Profondément pessimiste sur l'avenir – « une nuit polaire d'obscurité glacée » – à la suite de la défaite allemande à la fin de la Première Guerre mondiale, Weber conclut pourtant « La vocation de politique » sur une envolée optimiste : pour réaliser le possible, il est nécessaire de chercher l'impossible. Défendre l'impossible comme un objectif que l'on peut atteindre est l'une des tâches les plus nobles de la sociologie, et, paradoxalement, réintègre la science à la politique et la politique à la science. Aujourd'hui, Weber et Bauman joignent ainsi leurs efforts.

Dialogue Global paraît cinq fois par an dans 13 langues. Vous pouvez le retrouver sur le [site web de l'ISA](#). Les propositions d'articles sont à adresser à Michael Burawoy : burawoy@berkeley.edu



De la vocation de la sociologie dans la modernité liquide. Dans cette nouvelle rubrique sur la « vocation de la sociologie », Zygmunt Bauman, notre interprète emblématique de la modernité, révèle ce que la sociologie signifie pour lui, les orientations qu'elle devrait prendre et celles qu'elle devrait éviter.



Qui est Izabela Barlinska ? Dans cette interview, Izabela Barlinska nous parle de ses débuts à l'ISA, comment elle a quitté la Pologne après les débuts de Solidarnosc, avant d'être happée par l'ISA.



Action éducative sur la plus longue rue du monde. Tamara Kay explique le processus de négociation et de transformation culturelles qui a apporté *Sesame Street*, la célèbre émission éducative de télévision pour enfants, dans tant de pays.

> Comité de rédaction

Directeur de la publication :

Michael Burawoy.

Responsables d'édition :

Lola Busuttil, August Bagà.

Rédacteurs en chef associés :

Margaret Abraham, Tina Uys, Raquel Sosa, Jennifer Platt, Robert Van Krieken.

Rédacteurs-consultants :

Izabela Barlinska, Louis Chauvel, Dilek Cindoğlu, Tom Dwyer, Jan Fritz, Sari Hanafi, Jaime Jiménez, Habibul Khondker, Simon Mapadimeng, Ishwar Modi, Nikita Pokrovsky, Emma Porio, Yoshimichi Sato, Vineeta Sinha, Benjamin Tejerina, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

Équipes régionales

Monde arabe :

Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Brésil :

Gustavo Taniguti, Juliana Tonche, Pedro Mancini, Fabio Silva Tsunoda, Célia da Graça Arribas, Andreza Galli, Renata Barreto Preturlan.

Colombie :

María José Álvarez Rivadulla, Sebastián Villamizar Santamaría, Andrés Castro Araújo.

Inde :

Ishwar Modi, Rajiv Gupta, Rashmi Jain, Uday Singh.

Iran :

Reyhaneh Javadi, Shahrad Shahvand, Saghar Bozorgi, Fatemeh Moghaddasi, Najmeh Taheri.

Japon :

Kazuhiisa Nishihara, Mari Shiba, Kousuke Himeno, Tomohiro Takami, Yutaka Iwadate, Kazuhiro Ikeda, Yu Fukuda, Michiko Sambe, Takako Sato, Shohei Ogawa, Tomoyuki Ide, Yuko Hotta, Yusuke Kosaka.

Pologne :

Mikołaj Mierzejewski, Karolina Mikołajewska, Jakub Rozenbaum, Kamil Lipiński, Adam Muller, Wojciech Perchuć, Anna Piekutowska, Zofia Włodarczyk.

Russie :

Elena Zdravomyslova, Anna Kadnikova, Elena Nikiforova, Asja Voronkova, Alexander Kondakov.

Taiwan :

Jing-Mao Ho.

Turquie :

Aytül Kasapoğlu, Nilay Çabuk Kaya, Günnur Ertong, Yonca Odabaş.

Consultants médias :

Annie Lin, José Reguera.

> Dans ce numéro

Éditorial : La vocation de la sociologie **2**

La vocation de la sociologie dans la modernité liquide
par Zygmunt Bauman, Royaume-Uni 4

Qui est Izabela Barlinska ?
Interview de la Secrétaire Exécutive de l'ISA en Espagne 6

> NÉGOCIÉ L'AVENIR

Action éducative sur la plus longue rue du monde
par Tamara Kay, États-Unis 10

Prendre parti à Rio+20
par Herbert Docena, Philippines 13

> LE FÉMINISME AUJOURD'HUI

Féminisme et néo-libéralisme
par Sylvia Walby, Royaume-Uni 16

Ukraine : Féminisme en action
par Tamara Martsenyuk, Ukraine 18

> STRATIFICATION SOCIALE EN AMÉRIQUE LATINE

La montée de l'insécurité en Amérique latine
par Gabriel Kessler, Argentine 20

Les classes moyennes noires en Colombie
par Mara Viveros Vigoya, Colombie 22

> SOCIOLOGIES NATIONALES

La véritable situation de la sociologie en Russie
par N.V. Romanovsky et Zh.T. Toshchenko, Russie 24

La sociologie britannique à l'ère de l'austérité
par John D. Brewer, Royaume-Uni 26

Congrès de Yokohama : un pont vers un monde plus égalitaire
par Koichi Hasegawa, Japon 27

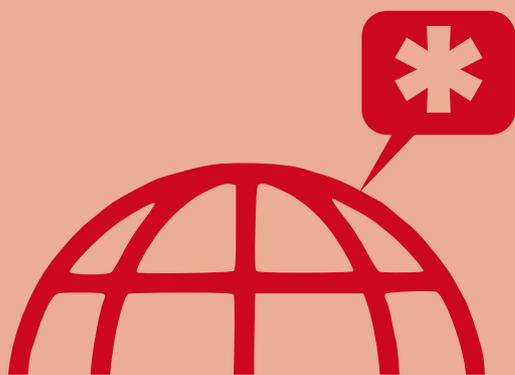
Universités italiennes à vendre
par Laura Corradi, Italie 29

> RUBRIQUES SPÉCIALES

Qui voudrait être rédacteur en chef de eSymposium ?
par Jennifer Platt, Royaume-Uni 31

L'ISA à l'ONU : Crime et justice
par Rosemary Barberet, États-Unis 32

Reportage photo : Un piège mortel pour les migrants
par Emine Fidan Elcioglu, États-Unis 34



> La vocation de la sociologie dans la modernité liquide

Zygmunt Bauman, Université de Leeds (Royaume-Uni)



Zygmunt Bauman présenté par John Brewer, Président de l'Association Britannique de Sociologie, le 12 avril 2012 à Leeds.

Il y a près d'un siècle, durant l'âge d'or de la « modernité solide » (portée, en quelque sorte, à mettre en place un ordre social affranchi des contingences et des dysfonctionnements qui hantaient les sociétés occidentales depuis l'agonie de « l'ancien régime » et le tout début de la modernisation irrépressible, obsessionnelle et impérieuse qu'elle a précipité), la sociologie a fait irruption dans les campus universitaires, porteuse de la promesse d'être au service de la logique managériale supposée être en charge de cette tâche de mise en ordre. Près d'un siècle plus tard, le monde universitaire dans lequel la sociologie se trouve désormais solidement installée, est incité, poussé, pressé et enjoint par les pouvoirs en place, de servir les « intérêts commerciaux » qui se trouvent désormais au centre d'une nouvelle logique managériale. Il est possible que les slogans et les arguments aient consi-

Zygmunt Bauman est devenu la figure emblématique de la modernité en sociologie. Né en 1925 à Poznań en Pologne, il a pendant longtemps été un communiste engagé. Sociologue réputé à l'Université de Varsovie, il est contraint de quitter la Pologne en 1968 à la suite de purges antisémites. Il obtient en 1971 une chaire au sein du département de sociologie de l'université de Leeds, qu'il n'a pas quitté depuis. À travers les ouvrages qui l'ont rendu célèbre dans les années 80 et 90, il a développé une critique de la modernité comme mode de rationalité obsessionnelle, laquelle s'est manifestée sous une forme extrême pendant les périodes de l'Holocauste et du stalinisme, et d'une façon plus générale à travers l'incapacité de la rationalité à traiter la question des exclus. L'un de ses ouvrages clés, *La Décadence des intellectuels – Des législateurs aux interprètes*, traite de la manière problématique dont les intellectuels ont été liés à la rationalité moderne et comment ils pourraient s'en dégager. Si ses premiers ouvrages constituaient une critique de la modernité radicale, ce qu'il appelle désormais la *modernité solide* des hiérarchies et des règlements, les dix dernières années ont donné lieu à un flux continu d'écrits sur la *modernité liquide*, celle d'un monde plus incertain et précaire que jamais. Toujours plus prolifique, plus prophétique, et plus influent, **Zygmunt Bauman** vient fort à propos inaugurer notre nouvelle rubrique intitulée « La vocation de la sociologie ».

dérablement évolué, mais les stratégies et les objectifs de recherche et d'enseignement qui en découlent, eux, n'ont pas changé. Aussi la sociologie universitaire subit-elle peu ou pas de pression pour suivre les orientations de notre monde en mutation – une défaillance qui pourrait amener la profession de sociologue à perdre sa connexion avec, et sa raison d'être dans le nouvel espace de débat public de notre temps, ce dont Michael Burawoy et d'autres perspicaces et consciencieux représentants de notre profession nous ont avertis il y a déjà plus de dix ans.

Les voies et les moyens généralement suivis dans nos universités constituent un rempart protecteur contre des mises en garde de ce genre, qui sont aussi énergiques qu'elles sont urgentes et impératives. En raison du système établi de remise des diplômes, de promotion, de

>>

rotation du personnel, d'auto-reconstitution et d'auto-reproduction, cette sociologie risque de se raccrocher indéfiniment à sa forme et à son style existants, ignorant notre « monde en mutation » et une demande publique qui régresse et qui est en passe de disparaître pour ce qui concerne les formes et styles de services pour lesquels cette sociologie avait été conçue. Et ceci implique également d'ignorer les attentes toujours plus grandes d'un type de service résolument différent, que la sociologie pourrait rendre à condition de revoir la forme et le style qui prévalent actuellement, adaptés à la mentalité d'un monde managérial et technologique d'un type qui, de plus en plus, appartient au passé. Dans le monde toujours plus déréglementé, privatisé et individualisé qui est le nôtre, de tels services, absolument nécessaires et pourtant jusqu'à présent délivrés avec beaucoup trop de parcimonie, devraient être fournis dans le cadre de ce que Anthony Giddens qualifiait de *life politics* [politiques de vie] ; c'est-à-dire de tâches de la vie quotidienne d'hommes et de femmes chargés de plus en plus « de trouver des solutions individuelles à des problèmes produits par la société » – ainsi que Ulrich Beck a si justement résumé le plus grand défi des temps « liquides modernes » auquel les générations actuelles doivent faire face.

Pendant plus d'un demi-siècle de son histoire récente, et parce qu'elle cherchait à être au service de la logique managériale, la sociologie a lutté pour s'affirmer comme une *science/technologie de la non-liberté*, comme un atelier de conception d'environnements sociaux censés résoudre, en théorie, mais surtout dans la pratique, ce que Talcott Parsons a de façon marquante désigné comme « la question hobbesienne » : comment inciter/forcer/amener/endoctriner des êtres humains, dotés/affligés du don ambigu du libre arbitre, à être guidés sur le plan normatif et à suivre des lignes de conduite résultant régulièrement bien que de manière prévisible d'une manipulation et qui sont conçues par ceux qui supervisent et contrôlent l'ordre social ; ou comment réconcilier le libre arbitre avec la propension à se soumettre à la volonté d'autrui, élevant par là la tendance à la « servitude volontaire » observée/anticipée par La Boétie au début de l'ère moderne, au rang de principe suprême de l'organisation sociale. En résumé : comment faire en sorte que les gens *veulent* faire ce qu'ils *doivent* faire...

Dans la société d'aujourd'hui, individualisée par un décret du sort aidé et encouragé par la seconde révolution managériale (qui consiste, pour l'essentiel, à ce que les managers « subsidiarisent » leurs tâches managériales aux subordonnés), la sociologie se trouve devant la passionnante et exaltante opportunité de devenir, pour une fois, une *science/technologie de la liberté* : des voies et moyens par lesquels des individus-par-décret et *de jure* des temps liquides modernes peuvent être élevés au rang d'individus-par-choix et *de facto*. Ou, suivant l'exemple de l'appel aux armes lancé par Jeffrey Alexander : l'avenir de la sociolo-

gie, du moins son avenir immédiat, repose sur un effort pour se réincarner et se repositionner en tant que *politique culturelle au service de la liberté humaine*.

Et comment réaliser une telle transition ? Quelle est la stratégie à suivre ? La stratégie à suivre consiste à engager un dialogue permanent avec la *doxa* ou le « sens commun de l'acteur social » (auquel la sociologie, habituée à l'ancienne logique managériale, a dénié une valeur cognitive et qu'elle a entrepris de « faire descendre de son piédestal », de « déraciner » et de « corriger »), tout en observant les principes récemment proposés par Richard Sennett dans son essai sur le sens actuel de « l'humanisme » : caractère informel (*informality*), ouverture (*openness*) et coopération (*cooperation*). « Caractère informel » signifie que les règles du dialogue ne sont pas pré-conçues ; elles apparaissent au cours du dialogue. « Ouverture » veut dire qu'on ne s'engage pas dans un dialogue en étant sûr de ce que l'on dit et avec la mission de convaincre les autres (détenteurs a priori d'idées erronées). Et « coopération » signifie que tous ceux qui participent à ce dialogue sont en même temps des enseignants et des apprenants, et qu'il n'y a ni gagnants ni perdants... Le prix à payer collectivement si l'on néglige, collectivement, ces préceptes, peut être de faire perdre à la sociologie sa raison d'être sur le plan collectif.

La sociologie, comme le reste de la société dont elle est appelée à percer et saisir la dynamique, traverse actuellement – comme Keith Tester, de l'Université de Hull, l'a récemment fait observer – une période d'« interrègne » où les anciennes manières de faire révèlent chaque jour leur inadéquation, tandis que de nouvelles manières plus efficaces et censées les remplacer, n'ont pas encore atteint le stade de projet... C'est une époque où tout ou pratiquement tout peut arriver – mais où peu voire rien ne peut être entrepris avec certitude, ni même avec une forte probabilité de réussite. Je crois que prédire l'orientation que nous allons prendre dans de telles circonstances (et plus encore la destination à laquelle nous ne pouvons manquer finalement d'aboutir) serait irresponsable et fallacieux, dans la mesure où l'impossibilité d'une action déterminée qui touche aux racines des problèmes de notre modernité liquide, et l'absence d'intermédiaires capables d'entreprendre et de mener à bien cette action, sont précisément ce qui définit ces circonstances.

Cela ne veut cependant pas dire que nous devrions arrêter d'essayer ; mais cela veut dire que, tout en ne cessant jamais d'essayer, il nous faut aborder chaque nouvelle tentative comme une nouvelle solution transitoire : une nouvelle expérience, qui nécessite d'être testée en profondeur avant d'être déclarée « destination finale » ou « réalisation » de notre vocation. ■

> Qui est Izabela Barlinska ?

Tout le monde à l'ISA connaît le nom d'Izabela Barlinska – et elle-même connaît pratiquement tout le monde ! Efficace et créative, loyale et dévouée, à la fois calme et résolue, elle est liée à l'ISA depuis environ 35 ans. Elle maîtrise plusieurs langues, dont l'anglais, le français, l'espagnol, le russe et sa langue maternelle, le polonais, et occupe un poste à haute responsabilité au sein de l'ISA puisque c'est elle qui supervise ses activités depuis Madrid. Formidablement secondée par ses assistants, Nacho et Juan, elle s'occupe de tout, du financement aux adhésions des membres de l'association, elle établit les comptes rendus des réunions, conseille les comités de recherche et les associations nationales, programme et organise nos réunions à grande échelle, qui sont toujours plus complexes. Au sein de l'association, les Vice-Présidents et Présidents s'en remettent à son savoir et à sa sagesse. Et tout cela est réalisé avec modestie, tact, et un sens de l'ironie bien tempéré.

Izabela est devenue Secrétaire Exécutive de l'ISA en 1987, et sous sa gestion, l'ISA n'a cessé de progresser, le nom-

bre de membres étant passé de 1200 à plus de 5000 aujourd'hui, regroupant 55 associations nationales et 55 comités de recherche. Elle a débuté son parcours aux côtés de l'ISA lorsqu'elle était jeune étudiante à Varsovie, puis a suivi l'association du Canada aux Pays-Bas, puis en Espagne. Pendant ce temps-là, elle a écrit sa thèse de doctorat, qui a été publiée en espagnol sous le titre *La sociedad civil en Polonia y Solidaridad [La société civile en Pologne et Solidarnosc]*. Son expérience dans l'opposition polonaise, dit-elle, lui a appris à garder le silence dans les nombreuses situations délicates qui surgissent inévitablement à un poste difficile comme le sien.

Michael Burawoy l'a interviewée à Madrid le 27 septembre 2011. Nous livrons ici la première partie de cette interview, qui s'intéresse à son exil de Pologne et à ses premières années aux côtés de l'ISA. La seconde partie, consacrée à la consolidation de l'ISA à Madrid depuis la nomination d'Izabela comme Secrétaire Exécutive, sera publiée dans le prochain numéro de *Dialogue Global*.



Izabela Barlinska, avec Juan Lejarraga, dans les bureaux de l'ISA à l'Université Complutense de Madrid.

MB : Izabela, comment en es-tu donc arrivée à t'engager auprès de l'ISA et à assumer cette fonction si extraordinaire et néanmoins difficile ?

IB : En fait, il s'agit d'un de ces hasards de la vie. Tout a commencé en 1977 avec ma tante Magdalena Sokolowska, qui était membre du Comité Exécutif de l'ISA. C'était le printemps, je m'en souviens parce que j'étais en pleine période d'examens à l'Université de Varsovie. Elle m'a appelée pour me demander si je pouvais venir les deux ou trois jours suivants car elle organisait une conférence internationale et avait besoin d'aide. Elle cherchait une petite jeune qui puisse l'aider, c'est-à-dire aller chercher les personnes qui arrivaient à l'aéroport, les conduire à l'hôtel, s'occuper des bagages perdus, etc.

MB : Pourquoi a-t-elle fait appel à toi ?

IB : Parce que je parlais le russe et l'anglais et que j'étais là à ce moment précis. Mais j'avais des examens le lendemain donc c'était assez compliqué. Mais mon père m'a dit que je devais accepter – qui étais-je pour refuser ? J'avais beau avoir 20 ans, j'imagine que j'écoutais encore mes parents. Et donc le lendemain je me suis retrouvée à l'aéroport. Il ne faut pas oublier que c'était la Pologne – la Pologne communiste avec toutes les difficultés que cela représentait, et où personne ne parlait de langues étrangères. Enfin bref, j'étais donc là, à attendre à l'aéroport, faisant ce qu'on attendait de moi, tout en préparant mes examens. Mais apparemment une sympathie mutuelle est née avec Kurt Jonassohn et Céline Saint-Pierre, qui étaient alors les Secrétaires Exécutifs de l'ISA, lorsque le Secrétariat était basé à Montréal. Ils m'ont dit – écoutez, l'été prochain nous allons organiser un congrès international de sociologie à Uppsala, en Suède, pour lequel beaucoup d'Européens de l'Est, en particulier des Russes, sont attendus. Et comme on vous connaît déjà et que vous parlez l'anglais et le russe vous seriez peut-être intéressée à travailler avec nous.

MB : L'invitation a dû te paraître sacrément tentante !

IB : Et comment ! Imaginez qu'on vous propose d'aller travailler un mois en Suède ! Je n'y ai pas réfléchi à deux fois. J'ai répondu que oui, que je serais ravie d'y aller. Et j'y suis allée. C'est Ulf Himmelstrand, qui allait être élu Président de l'ISA au Congrès de 1978, qui est venu me chercher à l'arrivée du ferry. J'avais choisi l'option la plus économique possible pour voyager depuis la Pologne, qui était de traverser la mer Baltique en ferry. J'ai donc passé un mois à Uppsala, à mettre en place le programme du congrès. Puis, pendant la semaine du congrès, on m'a affectée au bureau des « Plaintes d'ordre général ».

On ne pouvait pas mieux commencer à l'ISA ! Je ne connaissais rien de l'association, mais voilà, j'étais là, essayant de résoudre le problème d'une grand-mère qui avait perdu sa petite-fille qui avait vraisemblablement dé-

cidé de faire un tour à Stockholm... Enfin, tu peux t'imaginer tout ce qu'on peut voir arriver aux « plaintes d'ordre général ». Mais apparemment j'avais suffisamment donné satisfaction dans mon nouveau travail puisque, plusieurs années plus tard, j'ai reçu une lettre de Kurt Jonassohn et Céline Saint-Pierre m'expliquant qu'ils disposaient de bourses d'étudiants pour les aider à préparer le Congrès Mondial de Sociologie de 1982 à Mexico, et me demandant si je serais disposée à venir à Montréal fin 1981. J'ai répondu que oui, bien sûr, que c'était formidable ! Six mois au Canada avec une bourse d'étudiant – qui refuserait une telle offre ? J'ai commencé les démarches pour obtenir un passeport, et comme tu le sais, dans un pays communiste, obtenir un passeport n'était pas une mince affaire. Mais je l'ai obtenu, et j'étais donc prête à partir.

MB : Mais c'était le temps de Solidarnosc et la Pologne était en ébullition, c'est bien ça ?

IB : Oui, Solidarnosc représentait une part importante de ma vie. Depuis l'université, j'étais en contact avec l'opposition ou engagée dans l'opposition, en fait, grâce à une excellente professeure d'histoire que j'avais eue. Elle nous invitait souvent chez elle pour parler de la réalité et de l'histoire de la Pologne et de l'Europe, bien loin de la version officielle que l'on nous enseignait à l'école. Par son intermédiaire, et par l'intermédiaire des collègues qui assistaient à ces séminaires, je suis entrée en contact avec des gens qui étaient dans l'opposition en train de s'organiser en Pologne. Et une fois entrée, je ne l'ai jamais quittée.

Et donc quand, en 1980, les grèves ont commencé, mon rôle était de parler aux journalistes étrangers qui venaient en Pologne, et quand la loi martiale a été instaurée en Pologne – le fameux 13 décembre 1981 – j'ai eu quelques ennuis. La police est entrée à mon domicile, pour chercher des documents. Elle a emporté ma machine à écrire, m'a mise sur écoute, probablement en raison de mes relations très visibles avec des chaînes de télévision et des journalistes étrangers. Mon voyage au Canada prévu en décembre 1981 a été mis en attente, comme tout le reste. Cela étant, quelque temps après, le gouvernement polonais a voulu faire croire à un retour à la normale et que les gens étaient libres. Par opportunisme politique, ils ont commencé à ouvrir les frontières.

Sous le régime de la loi martiale, nous avons tous dû rendre nos passeports, mais tout à coup, quand je ne m'y attendais plus, j'ai reçu un coup de téléphone en mars 1982 : « votre passeport est prêt, vous pouvez venir le chercher ». À présent, j'avais un visa canadien, j'avais tout, mais je ne voulais pas partir. J'ai eu une longue conversation avec les leaders des groupes d'opposition. Et ils m'ont dit « tu dois y aller parce que tu seras plus utile à l'étranger qu'ici en Pologne ». Donc je suis partie, mais pas très contente, car je pensais que ma place était en Pologne. Et quand je suis arrivée au Canada, tout le monde pensait que j'allais immédiatement demander le statut de réfugié politique.

>>>

C'était bien la dernière chose que je souhaitais. C'était mon combat, c'était mon passeport – et me voilà. Donc c'est comme ça que j'ai commencé à travailler au Secrétariat de l'ISA à Montréal, où tout le monde était incroyablement gentil et accueillant. À Montréal, je me suis liée d'amitié avec Jacques Dofny et Alain Touraine, qui étaient alors Vice-Présidents de l'ISA. En fait, je connaissais déjà Alain Touraine depuis le temps des grèves de Solidarnosc en Pologne. Ce furent mes débuts avec l'ISA.

MB : Avant de partir pour le Canada, tu as eu un autre contact avec l'ISA, lorsque Ulf Himmelstrand est venu en Pologne.

IB : Il avait été envoyé par l'ISA pour voir ce qui se passait en Pologne. C'était un hiver très froid, en 1982. À Varsovie, les tanks étaient omniprésents, les militaires contrôlaient tout. J'ai été chercher Ulf à l'aéroport, on s'est promenés dans les rues, on a rencontré différents sociologues. À ce moment-là, nous pensions que le compte rendu de Ulf était trop politiquement correct, le type de compte rendu que le gouvernement serait ravi de lire. Ce n'est que plus tard que j'ai compris qu'il lui fallait faire preuve de beaucoup de diplomatie et faire très attention pour ne pas mettre en danger ses sources d'information, qui étaient les sociologues polonais.

MB : À cette époque-là, quelle a été la réaction du Comité Exécutif de l'ISA face à la guerre froide ?

IB : L'ISA veillait à maintenir un équilibre entre les deux camps. Et je pense qu'ils savaient qu'à moins d'avoir un représentant de l'Union soviétique dans le Comité Exécutif, il y aurait des problèmes. En ce sens-là, je pense que les élections et la composition du Comité Exécutif étaient assez politiques.

MB : Donc, tu es allée à Montréal préparer le Congrès international de 1982 à Mexico et après Mexico, tu as rejoint de manière permanente l'ISA ?

IB : Oui. À Mexico, Fernando Henrique Cardoso a été élu Président de l'ISA et il était déjà décidé que le Secrétariat déménagerait à Amsterdam. Je suis partie y travailler pour le nouveau Secrétaire Exécutif, le sociologue Felix Geyer. Nous sommes restés quatre ans à Amsterdam. C'était le temps où l'ISA était accueillie et financée par certaines universités. On avait donc des bureaux à l'Université d'Amsterdam.

MB : À cette époque-là, est-ce que tu avais d'autres préoccupations que l'ISA ?

IB : Eh bien, il m'a fallu atteindre une certaine maturité dans ma nouvelle situation, et, de fait, j'ai commencé à rencontrer tous ces gens célèbres issus de l'opposition et qui avaient quitté la Pologne, d'abord pour l'Amérique du Nord puis pour Amsterdam – qui était après tout plus près

de la Pologne –, et j'ai commencé à écrire mes petits récits. C'était un peu comme une double vie, pas toujours facile mais intéressante. C'était la révolution de ma génération, donc j'avais en fait beaucoup de chance d'y participer. Et je le pense vraiment. Malgré toutes les conséquences que cela a pu impliquer. Et il suffit de voir ce qui s'est passé – 30 années ont passé et voilà où nous en sommes : nous sommes des « pays libres ». Nous avons aboli le système.

MB : Oui, Solidarnosc a représenté le début de la fin. Mais comment considérez-vous ce système ? Tu n'as jamais demandé l'asile, pourquoi ?

IB : Il ne m'est jamais venu à l'esprit de demander l'asile dans la mesure où cela aurait pu avoir des répercussions sur ma famille. Mais j'ai aussi beaucoup réfléchi à la manière de transmettre mon point de vue sur la Pologne à des gens qui ne connaissaient pas véritablement le communisme. Je voulais insister sur l'importance de la résistance – que ce j'avais fait et faisais était la bonne chose à faire – mais le système n'était pas entièrement ruiné... D'accord, il y avait quelque chose qui ne fonctionnait pas dans ce régime. Mais j'avais reçu une formation scolaire et universitaire tout à fait convenable. Je n'ai jamais souffert de la faim. Bien sûr, je viens d'une famille de la classe moyenne de Varsovie – mes deux parents avaient un travail et notre niveau de vie était satisfaisant. J'ai découvert qu'à beaucoup de niveaux, j'étais plus instruite et mieux préparée que nombre de mes collègues des « pays libres ». En Pologne, l'instruction, l'éducation et le savoir avaient du prestige. Nous vivions enfermés mais nous le savions, et donc nous étions avides d'apprendre non pas seulement ce que l'on nous enseignait mais aussi l'autre version de l'histoire. Comme je l'ai dit, j'ai eu la chance d'avoir une professeure d'histoire fantastique. Elle a changé ma vie. Et puis nous étions toujours à l'écoute de ce qui se passait dans le monde. On lisait des livres qu'on nous apportait illégalement de l'Ouest. Il arrivait ainsi qu'on lise un livre toute une nuit durant parce que le lendemain, il fallait le passer à quelqu'un d'autre. C'était une pratique courante.

MB : C'est le type d'histoires que tu racontais aux gens à qui tu essayais de faire comprendre ce que cela voulait dire de vivre en Pologne. Que pensais-tu de Solidarnosc en particulier ?

IB : J'étais très enthousiaste. Par la suite, je suis devenue plus critique. Mais c'était une force qu'on ne pouvait pas arrêter. Après l'instauration de la loi martiale, Solidarnosc a été officiellement dissoute et est entrée dans la clandestinité, mais le mouvement existait toujours. Ces années ont été des années très spéciales en Pologne, des années où les gens trouvaient de nouveaux modes d'organisation. Faire la queue devant un magasin pour acheter du lait était une façon d'exister pour la société civile. Les gens s'organisaient pour survivre, ou pour lutter contre quelque chose, ou pour contourner le système qui rendait leur vie impossible. Il y avait un sentiment d'unité très particulier.

MB : Oui, et l'Église, elle aussi, a joué un rôle très important.

IB : L'Église a chapeauté toutes sortes d'opposition au régime. Elle a également apporté son aide pendant la loi martiale et quand beaucoup de nos collègues ont été emprisonnés pendant de longues périodes, et que les mères et leurs enfants se retrouvaient seuls. Les magasins étaient vides. Le téléphone ne marchait pas. Les tramways ne marchaient pas. Nous étions tous paralysés. Les difficultés étaient nombreuses à cette époque-là.

MB : Tu as traité de ces questions dans ta thèse dont tu as tiré un livre publié en espagnol, La société civile en Pologne et Solidarnosc, n'est-ce pas ?

IB : Oui, pour ma thèse de doctorat, j'ai écrit sur Solidarnosc et sur la société civile mais, bien entendu, sur un mode moins personnel. Ma thèse n'était pas tant sur Solidarnosc comme mouvement social, car beaucoup ont écrit sur ce sujet, mais sur la manière dont la vie s'organisait – comment les gens en Pologne fonctionnaient au quotidien. Il y avait des chapitres sur l'opposition, et sur la manière dont les gens organisaient une économie parallèle, troquant du sucre contre des haricots et des choses de ce genre. Mon directeur de thèse ici à l'Université Complutense de Madrid, Víctor Pérez-Díaz, a insisté pour que j'écrive un chapitre sur l'histoire des mouvements de protestation en Pologne, afin que les lecteurs non polonais comprennent le contexte.

MB : Qu'en était-il de l'opposition polonaise sous le régime communiste ?

IB : L'opposition polonaise des débuts n'a jamais remis en question le communisme ; ils essayaient de modifier le régime, de modifier le système – en cherchant à l'améliorer –, ils voulaient ce qu'ils appelaient un « socialisme à visage humain ».

MB : Ça, c'était au début, dans les années 50. Mais penses-tu que le mouvement Solidarnosc représentait la même chose ?

IB : En un sens, oui. Si on regarde les revendications de Solidarnosc au tout début, elles incluaient des syndicats libres, mais c'était là leur revendication la plus politique. Toutes les autres visaient à rendre le communisme vivable, comme par exemple des prix stables, de meilleures conditions de travail, et ainsi de suite. Personne ne remettait véritablement en question le système. Nous voulions juste améliorer les conditions de vie au sein de ce système.

MB : Mais avant d'aller à Madrid, lorsque tu étais à Amsterdam, entre 1982 et 1986, tu as été un point de contact pour l'opposition, et beaucoup de gens passaient te voir, te laissaient des publications, te donnaient des nouvelles de la situation là-bas ?

IB : Oui, en effet. J'avais toujours un lit à la disposition de ces visiteurs. Ma famille avait de nombreux liens avec des journalistes et j'en recevais souvent chez moi. C'est d'ailleurs comme cela que j'ai fait la connaissance de Ryzek Kapuściński.

MB : Le célèbre Ryszard Kapuściński ? Tu l'as donc connu ? Ça devait être quelqu'un d'extraordinaire, si l'on en juge par ses écrits – ses livres sur l'Iran, l'Éthiopie et la Russie sont tous extraordinaires !

IB : En fait, les circonstances de notre rencontre sont très drôles. Il était venu à Amsterdam pour faire de la promotion pour l'un de ses livres. Il avait quelque chose à me remettre de la part de ma famille. Je vivais à un dernier étage sans ascenseur, dans une de ces maisons typiques d'Amsterdam, qui sont très étroites et avec beaucoup d'escaliers. Kapuściński avait dû monter toutes ces marches, chargé de nombreux livres pour moi – pour la plupart des publications clandestines. Il est arrivé chez moi et m'a dit « Oh, il faut que je m'allonge ! ». Il avait un problème de dos, et était en proie à de fortes douleurs après avoir monté tous ces escaliers avec tous ces livres. Et donc il était là, le célèbre Kapuściński, que je n'avais jamais rencontré auparavant, étendu par terre pendant cinq heures dans mon appartement. Il n'arrivait plus à bouger ! C'est comme ça qu'on est devenus amis.

MB : Il n'a jamais quitté la Pologne, si ce n'est lors de ses missions à l'étranger comme journaliste ?

IB : Oui, il a toujours été là. Et bien sûr on parlait beaucoup. À cette époque-là, je ne savais pas trop quoi faire de ma vie. C'est alors qu'il m'a dit : « Écoute, 98% des gens dans le monde sont contents parce qu'ils ont une vie tranquille et organisée. Mais il y a les 2% restants qui sont des gens qui se posent les questions que tu te poses ». Il n'a rien dit de plus. Et puis après il a ajouté, « ceux qui se posent ce type de questions ont l'obligation de continuer à les poser ». ■

À SUIVRE

> Action éducative sur la plus longue rue du monde

Tamara Kay, Université Harvard (États-Unis)



Dans un bidonville en Inde, des enfants se pressent autour d'une vieille charrette – de celles qui servent à transporter les légumes – équipée d'une télévision et d'un lecteur de DVD, fascinés par des personnages qui interprètent une chanson sur

la lettre « ma » en hindi. En Tanzanie, des enfants écoutent une émission de radio qui leur apprend à utiliser une moustiquaire pour prévenir la malaria. Et en Afrique du Sud, où un dixième des enfants a perdu un parent à cause du sida, une émission de télévision les aide à destigmatiser

Des enfants sud-africains jouent avec Kami, le personnage de « Muppet » à poil jaune représentant une petite fille séropositive âgée de cinq ans, devenue orpheline à cause du virus du SIDA. ©2007 Sesame Workshop. Tous droits réservés. Photographie de Ryan Heffernan. Pour voir les clips vidéo de Sesame Street dans différents pays, aller sur <http://www.sesameworkshop.org/>.

ser la maladie et à faire face à cette perte. Tous ces enfants ont au moins deux choses en commun : lorsqu'ils iront à l'école – si tant est qu'ils y aillent un jour –, ils seront très en retard par rapport à des enfants plus favorisés, et ils sont en contact avec une version locale de *Sesame Street* [1, rue Sésame] qui a été créée pour essayer de limiter les handicaps auxquels ils sont confrontés.

L'omniprésence et le succès de *Sesame Street* – a fortiori dans le climat extraordinairement politisé de la culture à l'ère de mondialisation – comportent deux énigmes qui sont liées entre elles : comment un produit emblématique de la culture américaine progresse-t-il, au fil du temps, au travers de canaux transnationaux, et comment recueille-t-il l'adhésion et acquiert-il une légitimité au niveau local, comme quelque chose de véritablement et authentiquement local ?

L'organisation à but non lucratif de produits éducatifs Sesame Workshop (SW, anciennement The Children's Television Workshop) offre une occasion unique de répondre à ces questions dans la mesure où elle crée des adaptations – ou coproductions – locales de *Sesame Street* dans le monde entier, destinées à préparer pour l'école les enfants d'âge préscolaire. SW développe en outre des projets d'action sur le terrain avec des partenaires locaux – administrations, organisations de la société civile et ONG – qui donnent la priorité aux Objectifs du Millénaire pour le Développement des Nations Unies, depuis l'apprentissage de base et la santé (y compris la prévention de la malaria en Tanzanie, la vaccination en Inde, la santé cardio-vasculaire et la nutrition en Amérique latine, la stigmatisation du sida en Afrique du Sud) jusqu'à l'égalité sociale (à travers la promotion de la tolérance religieuse et ethnique dans des zones de conflit comme Israël et la Palestine, le Kosovo, l'Afrique du Sud ou l'Irlande du Nord), parmi bien d'autres objectifs. Ces projets

d'action sur le terrain prennent la forme de cliniques dentaires mobiles, d'écoles pilotes, de messages d'intérêt public et de distribution de matériel gratuit (livres, jeux éducatifs, DVD, guides à l'attention des parents, etc.) qui aident les partenaires locaux à atteindre les objectifs des programmes, en particulier là où les enfants n'ont pas accès à la télévision.

Des interviews et travaux ethnographiques approfondis, menés en Amérique latine, en Afrique et au Moyen-Orient, font apparaître que si les projets *Sesame* recueillent l'adhésion des populations locales, en dépit des questions potentiellement sensibles qu'ils soulèvent (sur l'égalité hommes-femmes, le respect mutuel de ceux qui sont d'une autre race ou ethnie, etc.), cela est en grande partie dû à la manière dont SW met en place sa relation et négocie avec les partenaires locaux les modalités de sa participation. Parmi les organisations qui travaillent au niveau transnational, le modèle de coproduction de SW est unique en son genre car il se fonde sur la création d'une équipe locale de spécialistes qui choisissent les thèmes et les programmes d'enseignement pour leur coproduction et leurs projets d'action sur le terrain. Bien qu'ils fassent l'objet de certaines restrictions et d'une certaine surveillance, ces partenaires bénéficient d'une très grande liberté pour définir leurs projets. L'exemple de SW montre ainsi les négociations souvent occultes qui facilitent les processus d'hybridation et par la suite de diffusion.

Au Kosovo, des négociations avec les partenaires locaux sur les modalités d'adoption du programme ont contraint SW à reconsidérer un principe fondamental – le recours à l'alphabet pour enseigner à lire et à écrire –, les Albanais et les Serbes ne parvenant pas à se mettre d'accord sur un alphabet commun (latin ou cyrillique). En plus de ce problème linguistique, les partenai-

res locaux ne voulaient pas filmer de scènes avec des enfants serbes et albanais jouant ensemble parce que les parents ne laisseraient pas leurs enfants regarder une émission cautionnant l'intégration ethnique. Le problème aurait pu signifier la fin du projet si SW et ses partenaires locaux n'avaient pas négocié une solution innovante : ils ont créé un « dictionnaire visuel » dans lequel apparaissaient des enfants tenant des objets, par exemple des lunettes de soleil, et prononçant le mot correspondant dans différentes langues.

Les modalités d'adoption ont également été importantes pour les Palestiniens, qui en 1994 ont dans un premier temps refusé de participer à une coproduction avec des Israéliens axée autour du respect et de la compréhension mutuels. Ils craignaient qu'une version de qualité de *Sesame Street* ne nuise à l'identité de leur nouvelle et encore fragile chaîne de télévision palestinienne, et que le fait de collaborer avec des Israéliens et des Américains ne fasse d'eux une cible pour les conservateurs. Cependant, certains membres clés de l'équipe ont réalisé qu'ils avaient là une occasion de mettre sur pied une infrastructure médiatique au niveau local et de former de jeunes Palestiniens. Ils ont demandé qu'une part importante du financement du projet soit dévolue à la formation plutôt qu'à la production. La décision des Palestiniens d'adopter le programme, a par conséquent reposé sur la capacité de l'équipe à négocier ce qu'ils estimaient être un produit et une méthode de travail plus adaptés.

Le fait de négocier le contenu d'une coproduction afin qu'elle trouve un écho auprès de la population locale et réponde à des besoins locaux s'est révélé crucial pour les partenaires de SW au Bangladesh et en Afrique du Sud. Les premiers ont manifesté leurs craintes à l'idée d'avoir recours à des Muppets dans leur émission, sachant qu'il existe

une longue tradition de fabrication de marionnettes dans la culture bangladaise. Bien que SW n'exige pas de ses partenaires qu'ils utilisent les Muppets (c'est-à-dire les marionnettes créées par Jim Henson Company), l'équipe bangladaise décida finalement de créer ses propres Muppets (dont les personnages d'un tigre du Bengale et d'un chacal) et d'inclure des marionnettes à tige traditionnelles bangladaises en bois dans *Sisimpur*. Ensemble, SW et l'équipe locale ont négocié un plan original pour incorporer ces dernières en faisant la transition avec « le monde d'Ikri » – où figurent des marionnettes à tige traditionnelles bangladaises et dans lequel leurs histoires sont contées en musique – à travers l'imagination d'un Muppet dénommé Ikri. Les Sud-Africains ont pour leur part subordonné leur participation à la deuxième saison de *Takalani Sesame* à l'impératif de traiter du fléau du sida dans l'émission et dans les projets d'action sur le terrain. Malgré les craintes exprimées initialement, SW a travaillé avec eux pour développer un programme sur le sida et créer un personnage de Muppet séropositif, du nom de Kami.

Selon les informations disponibles, le modèle de SW a un effet positif

sur les résultats des projets. Le succès des coproductions et des projets d'action sur le terrain est stupéfiant. Des études contrôlées font apparaître que les enfants qui regardent l'émission *Sisimpur* au Bangladesh ont des résultats 67% plus élevés en lecture et écriture que ceux qui ne l'ont pas suivie. En Égypte, les enfants de quatre ans qui regardent *Alam Simsim* ont obtenu des résultats en calcul et en lecture et écriture semblables à ceux d'enfants de cinq ans qui regardaient peu ou pas du tout l'émission. Il semblerait également que l'adaptation locale de l'émission augmente la légitimité de SW et par conséquent son influence. SW fait réaliser des recherches indépendantes non seulement pour évaluer l'impact de chacune des coproductions sur le plan éducatif, mais aussi pour déterminer si les coproductions sont perçues comme un produit local (elles le sont généralement). Dix-huit mois après son lancement à la télévision égyptienne en 2000, l'émission *Alam Simsim* est regardée et connue de 98% des téléspectateurs et elle est désormais devenue un emblème au même titre que la version américaine. En Inde, 5200 crèches publiques ont intégré *Galli Galli Sim Sim* à l'ensemble de leur programme éducatif. *Sesame*

Street est vraisemblablement le support éducatif pour enfants le plus répandu dans le monde.

Une théorie de la diffusion basée sur la négociation fournit un cadre nouveau et intéressant pour comprendre les facteurs qui limitent et suscitent la résistance face à la mondialisation culturelle de ceux qui adoptent l'émission. En outre, elle semble indiquer qu'à une époque où les organisations transnationales et leurs produits culturels peuvent être si rapidement répandus à travers le monde, des projets de développement qui marchent et des produits hybrides localement acceptables pourraient dépendre de l'établissement de liens transnationaux plus équitables entre les organisations transnationales. Bien que les modalités de diffusion puissent refléter l'imposition et la domination des valeurs, des pratiques et des produits occidentaux, l'exemple de SW fait apparaître les moyens de pression, l'influence et l'autonomie de ceux qui adoptent le programme en mettant en lumière la manière dont la culture se négocie sur la plus longue rue du monde. ■

> Prendre parti : Les sciences à Rio+20

Herbert Docena, Université de Californie, Berkeley (États-Unis)¹



L'une des sculptures que l'on a fait défilé dans le centre-ville de Rio de Janeiro dans le cadre du Sommet des Peuples organisé en signe de protestation contre la Conférence Rio+20 des Nations Unies sur le développement durable, le 20 juin 2012. Photo de Herbert Docena.

parc, les scientifiques, eux aussi, ont organisé un espace à eux parallèle au sommet officiel : un « Forum sur les Sciences, la Technologie et l'Innovation » dans une université catholique située près d'Ipanema. Cependant, à la différence des autres réunions « parallèles » organisées par le monde des affaires et par les activistes, il n'était pas clair dès le départ de quel type de conférence il s'agissait, ni ce qu'elle avait l'intention de réaliser. Mais la tournure qu'a prise cette conférence permet de mieux comprendre la manière dont la communauté scientifique se positionne par rapport aux autres acteurs aux prises avec la crise de l'environnement.

> De quel genre de conférence scientifique s'agissait-il ?

S'il y a eu de nombreuses communications pour présenter les connaissances les plus récentes dans différents domaines scientifiques, il ne s'agissait apparemment pas d'une conférence organisée à des fins scientifiques. Il n'y avait pas véritablement assez de spécialistes dans chacun des domaines pour examiner et débattre les résultats qui étaient présentés. La plupart des participants étaient des représentants ou des membres de la principale instance organisatrice, le Conseil International pour la Science (*International Council for Science/ICSU*), ainsi que des scientifiques bureaucrates issus d'autres organisa-

Au fil des années, les conférences de l'ONU ont pris de plus en plus d'ampleur, attirant des milliers de responsables gouvernementaux, d'activistes, de dirigeants d'entreprises, et même des célébrités. Pour la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable qui a eu lieu à Rio en juin – présen-

tée comme la plus grande conférence de l'ONU de tous les temps –, un autre groupe de participants a tout fait pour faire sentir sa présence : les scientifiques.

Et si les dirigeants d'entreprises ont tenu leurs réunions « d'affaires » dans un hôtel et les activistes leur « Sommet des Peuples » dans un

>>

tions « partenaires », telles que des organismes scientifiques internationaux comme l'UNESCO, ou des ONG scientifiques comme le Conseil International des Sciences Sociales/CISS (*International Social Science Council/ISSC*, dont j'étais un délégué), quelques autres professionnels issus des différentes disciplines scientifiques, ainsi que des responsables gouvernementaux et des représentants du milieu des affaires – dont un Vice-Président de Dow Chemical et le directeur général de Blackberry.

Si l'objectif était de favoriser des liens plus approfondis entre les disciplines, bien peu de temps a effectivement été consacré à une véritable interaction entre les participants : pendant cinq jours consécutifs, l'assistance a dû suivre un groupe de travail après l'autre, chacun étant composé de sept à huit conférenciers qui, tous, ont parlé pendant deux heures du haut d'une estrade, avec seulement 10 à 15 minutes à la fin réservées à une séance expéditive de « questions-réponses ».

Les occasions d'ouvrir le débat ont été nombreuses, comme lorsqu'un géographe a exprimé son soulagement de ne pas être une économiste de l'environnement chargée de faire des hypothèses « héroïques » pour évaluer le coût d'une vie ou la valeur d'une forêt, évoquant par là l'une des durables controverses au sein des sciences sociales, mais faisant également allusion au ressentiment des géographes à l'égard de leurs homologues plus puissants des sciences économiques. Ou lorsqu'un ingénieur a dit en passant que le rôle des spécialistes en sciences sociales est de déterminer « l'adéquation culturelle » des solutions déjà arrêtées par eux (les ingénieurs), touchant là à l'un des points sensibles de désaccord concernant la division du travail entre spécialistes en « sciences naturelles » et en « sciences sociales ». Ou lorsque, en effet, un intervenant après l'autre qualifiait à maintes reprises de « spécialistes en sciences naturelles » les physiciens, chimistes ou ingénieurs – comme si ce que les spécialistes en sciences sociales étudient ne faisait pas d'une certaine manière partie de la nature ou n'était pas naturel. La notion selon laquelle la société est « le plus puissant faisceau de forces physiques et

morales dont la nature nous offre le spectacle », ainsi que Durkheim l'avait avancé il y a longtemps de cela, semblait avoir échoué à faire des adeptes au-delà du champ de la sociologie.

Ces moments de tension au sein des différentes disciplines et entre elles – qui révèlent des divergences marquées de points de vue autant que des questions de pouvoir en grande partie invisibles – ont laissé entrevoir le vaste éventail de questions qui auraient pu être clarifiées grâce au type de dialogues approfondis et sérieux que de rares (et onéreuses) conférences transdisciplinaires de ce type offraient.

> À la recherche de partenaires parmi les entreprises et les gouvernements

Comme l'ont rapidement fait apparaître les discours et les interventions des principaux organisateurs et de beaucoup des présentateurs, l'objet de cette conférence n'était peut-être pas d'aider les scientifiques à dépasser un état d'incompréhension mutuelle. En fait, il se peut que son auditoire principal n'ait même pas été les professionnels des sciences.

Durant toute la semaine, beaucoup de conférenciers (mais pas la totalité) se sont plutôt principalement adressés à deux groupes d'acteurs, dont quelques représentants se trouvaient parmi l'auditoire : des responsables gouvernementaux (ou représentants d'organisations internationales) et des dirigeants d'entreprises. L'un après l'autre, les intervenants commentaient par décrier le prétendu fossé existant entre scientifiques et « partenaires » – un fossé qu'ils constatent dans les soi-disant manque d'intérêt et manque de soutien de ces derniers à l'égard des initiatives de recherche des premiers. Ils en appelaient alors invariablement à réduire ce fossé au moyen de « partenariats » renforcés entre scientifiques et décisionnaires.

Afin de leur donner plus nettement le sentiment d'être « partie prenante » au résultat de leurs recherches, les intervenants ont invité les bailleurs de fonds, les entreprises et les responsables politiques à « co-élaborer » et « co-produire » avec eux leurs re-

cherches – autrement dit, à les aider à définir leurs thèmes de recherche et à trouver des applications concrètes aux conclusions de leurs travaux. « D'autres secteurs de la société civile » ont également été mentionnés, mais peu d'entre eux ont effectivement été invités à la conférence. En échange d'un plus grand « soutien », les scientifiques ont offert aux responsables politiques et aux dirigeants d'entreprises les connaissances dont ils ont besoin pour comprendre ce qu'ils appellent « GEC » – « *Global Environmental Change* » [le changement climatique global] – et pour « diriger » les « transformations sociales » requises pour assurer un « développement durable ». Tous les nouveaux concepts et tous les nouveaux instruments de mesure étaient mis à disposition pour évaluer les différents aspects de ce nouvel objectif que les scientifiques eux-mêmes aident aujourd'hui à mettre en œuvre : ce qu'on appelle « l'économie verte ».

Quelques voix critiques se sont certes fait entendre : le CISS et ses délégués, par exemple, se sont à maintes reprises élevés contre les préférences technocratiques des « spécialistes en sciences naturelles » qui étaient présents, en insistant sur les racines historiques et systémiques des crises environnementales actuelles. Au moins un conférencier a lancé un appel en faveur d'une alliance renforcée avec les mouvements sociaux, tels que les activistes ou les peuples indigènes qui luttent contre les compagnies pétrolières pour « maintenir le pétrole sous terre » en Équateur.

Dans l'ensemble, cependant, la conférence s'est essentiellement limitée à un dialogue entre scientifiques, États et milieu des affaires, fondé sur le principe technocratique et la conception managériale d'antan selon lesquels le problème c'est que les « responsables politiques » n'ont simplement pas les connaissances nécessaires pour pouvoir prendre les bonnes décisions, mais que si les scientifiques leur apportent les connaissances appropriées, alors tout ira bien. C'est l'ignorance, et non les structures de pouvoir ou les pressions systémiques, qui est à l'origine de la dégradation de l'environnement. Le changement interviendra par le biais d'un bon « ma-

>>

nagement » venu d'en haut, et non à travers la résistance venue d'en bas.

L'une des initiatives qui semble incarner cette hypothèse de départ et qui a été la plus exploitée pendant la conférence a été « *Future Earth* » de l'ICSU, un ambitieux projet de recherche qui vise à mobiliser sur dix ans des milliers de scientifiques « afin de fournir les connaissances nécessaires pour permettre aux sociétés d'atteindre leurs objectifs de développement durable ». D'ores et déjà soutenue par certains des plus riches bailleurs de fonds de la recherche au niveau mondial, l'initiative a été désignée par un conférencier comme « l'un des partenariats les plus extraordinaires de tous les temps ». En réponse à cette présentation, le directeur général de BlackBerry a exprimé son assentiment quant à la nécessité d'une « recherche susceptible d'être traduite en actes », avant de mettre en garde les scientifiques contre les dangers de « l'idéologie ».

Ainsi, malgré quelques interventions plus critiques, étant donné le contenu et la structure du programme de cette conférence, en particulier les appels répétés en faveur de « partenariats » avec les entreprises et les gouvernements, il était difficile de quitter la conférence sans penser qu'il s'agissait d'une action de promotion clinquante et bien orchestrée par des bureaucrates de la science et des scientifiques désireux d'obtenir leur part des sommes de plus en plus importantes que les gouvernements et les entreprises ont commencé à allouer à des projets de socio- et géo-ingénierie destinés à « s'adapter » aux crises de l'environnement et à les « gérer ».

> Les questions qui n'ont pas été posées...

Cette recherche de partenaires bureaucratifs ne signifie pas nécessairement que les bureaucrates et les scientifiques qui ont organisé la conférence sont des mercenaires de la recherche avides d'argent. Peut-être apportent-ils effectivement, consciemment ou inconsciemment, les mêmes réponses que leurs « partenaires » potentiels à ces questions fondamentales que cette conférence aurait pu débattre de façon plus approfondie, ce qu'elle n'a pas fait :

Doit-on vraiment considérer la nature comme un fournisseur de « services écosystémiques » – et doit-on vraiment donner un prix à ces « services » ?

Ailleurs à Rio, au sommet officiel, des négociateurs des pays en développement, soutenus par de nombreux activistes, se sont refusés à employer dans leur déclaration finale l'expression de « services écosystémiques », ainsi que le préconisaient avec force les États-Unis et d'autres pays développés, de crainte que cela puisse intensifier la « financiarisation » de la nature. Mais ici, à cette conférence, les scientifiques ont eu couramment et presque continuellement recours à cette expression. Critiqué à ce sujet, un géographe (l'un des principaux partisans de *Future Earth*) a en substance répondu : lisez le dernier numéro de la revue *Nature*, la science a tranché là-dessus.

Est-il vraiment possible de concilier une croissance sans fin avec la protection de l'environnement, ainsi que le prétendent les partisans du « développement durable » et de « l'économie verte » d'aujourd'hui ?

Ailleurs à Rio, au Sommet des Peuples, la croissance sans fin est considérée comme antithétique à la viabilité à long terme. De même, « l'économie verte » est souvent tournée en dérision et présentée comme un « capitalisme vert », comme une tentative pour éviter les changements structurels nécessaires à une véritable préservation de la nature. Mais ici, à cette conférence, les scientifiques vantaient leur expertise afin, précisément, d'aider les gouvernements et les entreprises dans leur tentative pour rendre possible ce qui pourrait être impossible.

Qui – pour rappeler la source de l'une des querelles les plus persistantes dans les négociations internationales sur l'environnement – est réellement responsable des crises de l'environnement et comment devrait-on dialoguer avec eux ?

Ailleurs à Rio, nombreux ont été ceux qui ont désigné les entreprises multinationales et les gouvernements des pays

riches – ce qu'un sociologue a ici appelé les « élites du pouvoir » – comme les responsables. Au Sommet des Peuples, on les traitait systématiquement de « criminels » ou d'« assassins ». Mais ici, à la conférence scientifique, ils étaient des « partenaires » qu'il fallait courtiser et séduire en tant que « co-concepteurs » et « co-producteurs » de nos travaux de recherche. « Nous ne devrions pas considérer les « élites du pouvoir » comme l'ennemi », a plaidé un anthropologue. « Cela n'est pas constructif. Je ne pense pas que nous ayons le temps pour un changement politique. Il nous faut nouer le dialogue avec elles. Il n'y a pas d'autre voie. »

> Le pouvoir de la neutralité

En cherchant à « s'associer » avec gouvernements et entreprises, les scientifiques ont, à de nombreuses reprises, invoqué un précieux atout – quelque chose censé faire défaut à tous les autres acteurs présents à Rio : leur prétendue « neutralité », leur objectivité, leur caractère désintéressé. Ils ont brandi, peut-être inconsciemment, cette prétendue impartialité à chaque fois qu'ils se prononçaient pour « un nouveau contrat entre science et société » (comme si nous nous tenions à l'écart ou au-dessus de la société). Ou quand ils plaidaient en faveur de liens renforcés avec les « parties prenantes » ou avec les « décisionnaires » (comme si nous n'étions pas partie prenante et ne jouions pas un rôle dans la prise de décisions par la manière même dont nous formulons et présentons les problèmes et par les réponses mêmes que nous tenons pour acquises). Ou lorsqu'ils insistent sur le fait que leurs conclusions devraient être seulement « pertinentes » et jamais « prescriptives » en termes d'action politique (comme si en limitant les politiques concernées à celles qui partent du principe qu'il n'y a pas d'autre voie que celle de « l'économie verte », nous n'étions pas en train de formuler une recommandation).

Et pourtant, en dépit de ces déclarations répétées de neutralité, il semble qu'ici les scientifiques aient déjà pris parti. ■

¹ Herbert Docena a reçu une bourse d'études du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) pour participer à la Conférence Rio+20 des Nations Unies, et il en est extrêmement reconnaissant.

> Résultats controversés : Féminisme et néolibéralisme

Sylvia Walby, Université de Lancaster (Royaume-Uni), et ancienne Présidente du Comité de Recherche sur l'Économie et la Société (RC02)



En famille, des militants du collectif Uncut occupent une succursale de la banque RBS/NatWest dans le quartier londonien de Camden, dans le cadre des actions Big Society Bail-Ins [sauvetages de la « Big Society »] afin de protester contre les coupes budgétaires et la manière dont elles touchent en premier lieu les femmes (26 février 2011).

mise à mal par le fait que ceux-ci sont majoritairement dus à la chute brutale du rendement de l'impôt sur le revenu du fait de la récession provoquée par la crise financière, ce à quoi sont venus s'ajouter les fonds distribués pour renflouer les banques et l'accroissement des dépenses pour indemniser ceux qui sont devenus chômeurs du fait de la récession.

Une deuxième interprétation est que le problème provient de la création de l'euro comme monnaie commune de l'Union européenne, les pays de l'UE ne pouvant pas adapter leur monnaie à titre individuel. Mais cette « solution » revient simplement à recommander des dévaluations compétitives, c'est-à-dire une sorte de protectionnisme discrédité dans les années 30 (solution déjà défendue par le Royaume-Uni, qui reste extérieur et hostile à l'euro).

Une troisième interprétation est que la crise financière est un produit inévitable du capitalisme, car l'actuel régime d'accumulation est à bout de souffle, préparant un avenir où règnera soit la barbarie soit le socialisme (Harvey), ou peut-être une transition vers une nouvelle hégémonie (Arrighi). Mais cette interprétation est quelque

>>

Les répercussions plus profondes de la crise financière font l'objet de controverses. La crise (2007-2012) est-elle une opportunité pour une restructuration radicale de l'économie et de la société soit en direction de la gauche (sociale-démocrate ou socialiste) soit en direction de la droite (néo-libérale ou fasciste) ? Cet article soutient que ce sont les questions de genre qui se trouvent au cœur des processus et des structures concernées, que le projet néo-libéral et les programmes gouvernementaux sont marqués par les questions de genre.

> Les origines du néo-libéralisme

Tandis que le développement du capital financier est un processus mondial, il y a encore des différences signifi-

catives entre les différentes sociétés nationales. Cela nous conduit à nous interroger sur les différentes issues possibles de la crise actuelle, qui dépendent des diverses forces politiques au niveau des sociétés civiles, des États et des autres entités politiques.

Ce qui caractérise la crise dans le contexte européen (et de manière variable ailleurs), c'est une énorme pression pour réduire les dépenses publiques. Les déficits budgétaires et l'accumulation de la dette sont présentés comme insoutenables. Il y a diverses manières d'interpréter ces pressions.

La première interprétation, c'est que la source de tels déficits et dettes provient de l'excès des dépenses sociales, et le remède est donc de couper dans ces dépenses. Cependant cette façon d'expliquer l'origine des déficits est

peu radicale et tend à sous-estimer les spécificités des contextes politiques et des sociétés civiles.

La quatrième interprétation – celle défendue ici – considère le néo-libéralisme non comme l'inévitable prochaine étape du capitalisme, mais comme un projet intimement lié au développement du capital financier, et auquel participe une grande partie des forces politiques. Dans le cadre de cette approche, il y a un vaste débat quant à la nature de ces forces et sur leur avenir. Lorsque les gouvernements tombent, les vieux partis politiques se battent pour faire face à la nouvelle situation. De nouvelles initiatives, comme les mouvements *Occupy* ou *Uncut*, se développent en marge de l'État ; de nouveaux partis politiques et de nouvelles coalitions se forment pour contester les pouvoirs en place. Ce qui est particulièrement significatif dans cette interprétation, c'est la féminisation des sites de contestation et des forces politiques et de leurs nouveaux programmes.

> **L'austérité est une question féministe**

Au cours des dernières décennies, dans de nombreux pays européens (et dans d'autres aussi), il y a eu une augmentation des différenciations entre les sexes dans les systèmes de protection sociale des États en matière d'éducation, de santé, d'assistance et de réglementation de l'emploi et de son interface avec le *care-work* [aide à la personne]. Ces différenciations provenaient souvent de projets féministes et travaillistes combinés de manière complexe dans le cadre de programmes sociaux-démocrates et socialistes. La maturation de ces projets dans les programmes gouvernementaux et les formations sociales a produit ses effets dans le même temps où émergeait le projet néo-libéral de privatisation et de dérégulation. Les questions de genre et les dynamiques de classe ont souvent divergé, car les femmes qui travaillaient devenaient progressivement plus impliquées dans la société civile et les institutions politiques, tandis que certaines institutions sociales-démocrates comme les syndicats étaient ignorées. Pendant la crise financière, le projet néo-libéral est apparu comme une attaque nettement sexiste contre

les progrès sociaux-démocrates réalisés sur les questions de genre.

La fiscalité est une question féministe. La technique de la budgétisation en fonction des sexes appliquée pour modifier le budget national, a montré que les tentatives pour réduire le déficit n'étaient pas supportées de manière égale par toutes les catégories de la population, mais de manière disproportionnée par les femmes. Au Royaume-Uni, la bibliothèque de la Chambre des Communes nous apprend que dans le budget de 2010, sur 8,1 milliards nets de livres sterling représentant le rapport entre les augmentations de l'impôt sur le revenu et les réductions d'allocations, 5,8 milliards (72%) devait être payé par les femmes et 2,2 milliards (28%) par les hommes. Tandis que les impôts (qui sont proportionnellement beaucoup plus payés par les hommes) ont été à peine augmentés, les allocations et les services publics (qui bénéficient proportionnellement beaucoup plus aux femmes) ont été sévèrement réduits. La suppression des paradis fiscaux ou l'introduction d'une taxe sur les transactions financières (préconisées par les dirigeants français et allemands comme politiques pour l'Union européenne, mais rejetées par les Anglais), sont des politiques qui tiennent compte des questions de genre.

Un autre exemple au Royaume-Uni concerne les réductions des budgets nationaux destinés aux services sociaux de proximité, tels que les refuges ou les abris et le nombre de travailleurs sociaux chargés du conseil et de l'assistance, afin de prévenir la violence à l'encontre des femmes. Le développement de ce secteur était une réponse sociale-démocrate à ce type de violence, où la priorité était donnée au développement de mesures d'assistance permettant d'aider les femmes victimes de violence plutôt que d'envisager des réponses plus répressives telles que la prison à l'encontre des auteurs de ces actes. Dans un petit projet de recherche, les informations sur les subtilités des suppressions de financements ont été découvertes par des ONG et des syndicats qui s'étaient battus pour la « liberté de l'information ». Les réductions de 1% par an dans le budget national ont été considérablement amplifiées au niveau des conseils municipaux, qui ont appli-

qué une réduction de 31% des budgets destinés à prévenir la violence à l'encontre des femmes, en partie parce que ces services sont moins protégés par les statuts que d'autres services plus conventionnels.

> **Des réponses divergentes**

La restructuration de l'économie et de la société au Royaume-Uni et dans d'autres pays a généré de nombreuses réponses qui varient de manière significative selon les pays et qui ont produit des effets divergents. Une façon de réfléchir sur ces différences a été de comparer les mobilisations générées dans la société civile à celles dirigées contre l'État. Les mobilisations au sein de la société civile incluent le mouvement *Occupy*, qui s'est développé dans beaucoup de villes d'Europe et d'Amérique du Nord, mais il y en a bien d'autres. Par exemple, au Royaume-Uni, il y a une mobilisation contre l'évasion fiscale et la fraude fiscale des entreprises, coordonnée par le mouvement *Uncut*. De nouveaux partis politiques se sont formés dans plusieurs pays d'Europe, y compris en France (Parti de Gauche), en Allemagne (Die Linke) et en Islande, de même que de nouvelles coalitions à l'occasion de la chute de gouvernements. Ces mobilisations de gauche comprennent généralement une forte composante féministe. Au moins dans le contexte européen, c'est peut-être une erreur d'insister à l'excès sur ce qui sépare ceux qui luttent en marge et ceux qui luttent au sein des structures de l'État, car ces différentes formes d'initiatives politiques interagissent entre elles. Là où se sont développées le plus solidement de nouvelles articulations entre les forces de gauche et les forces féministes, par exemple en Islande, on constate une moindre concentration des effets négatifs de la crise financière, et une évolution vers une plus grande démocratisation.

La crise financière n'est pas terminée. Les tentatives de restructuration ont des résultats divers, notamment grâce aux différentes mobilisations politiques. Celles-ci concernent non seulement le capitalisme, mais aussi la forme du régime fondé sur la différenciation des sexes. Le résultat continue à faire l'objet de luttes. ■

> Le féminisme ukrainien en action

Tamara Martsenyuk, Université nationale de Kiev-Mohyla-Académie (Ukraine)



La Journée internationale de la femme (8 mars) est l'occasion pour les femmes ukrainiennes non seulement de recevoir des fleurs et une attention particulière mais aussi de rappeler les droits pour lesquels elles se sont battues depuis plus d'un siècle. L'année dernière, une initiative provenant de jeunes féministes, « Offensive féministe », a instauré de nouvelles façons de célébrer le 8 mars, en organisant un atelier d'art féministe, une conférence féministe internationale, et une marche féministe.

« Offensive féministe » (<http://ofenzyva.wordpress.com>) est une initiative citoyenne indépendante qui lutte pour venir à bout des différentes formes de manifestation du pouvoir patriarcal (sexisme, homophobie, transphobie, agéisme, racisme et chauvinisme) et défend les droits économiques des femmes et la libre procréation. Son objectif est de changer les pratiques discriminatoires au niveau social et de la législation, afin de créer un espace pour des études critiques sur la condition féminine, et pour développer et par-

Des militantes du mouvement Ofenzyva (« Offensive féministe ») participent aux manifestations du 1^{er} mai (2012) à Kiev. Sur les banderoles, on peut lire : « Journée de travail d'une femme = 36 heures : 8 de travail rémunéré, 4 à faire la cuisine, 24 à s'occuper des enfants » ; « Non à la violence, non au harcèlement sexuel » ; « Libérez Nadya Tolokno » (une activiste arrêtée en même temps que Pussy Riot, un groupe russe de punk-rock féministe). Photo de Ofenzyva.

>>

tager un savoir féministe émancipateur et un langage non sexiste.

Une Conférence internationale de trois jours (5-7 mars 2012), « Féminisme – Point d'Assemblage », c'est-à-dire un lieu de rassemblement et de solidarité, organisée par « Offensive féministe », a réuni des universitaires et des militantes d'Ukraine, de Russie, de Pologne, de Serbie, de Finlande, de France et des États-Unis. Dans un groupe de travail dénommé « Réalisation politique féministe », les participants ont partagé leurs initiatives locales de lutte contre la violation des droits des femmes. Le groupe d'action féministe « La Barbe » – en portant des barbes et en prenant d'assaut les salles de conseils d'administration, les conférences et les expositions d'art – met en évidence l'absence de femmes au sein d'organes de décision dominés par des hommes. « ACT Women » (Serbie) organise des spectacles de rue pour attirer l'attention sur différentes formes de violences à caractère sexiste (violences domestiques, fémicide, viol, épuisement, etc.). Le groupe russe de punk féministe « Pussy Riot » n'a pas pu participer à la conférence parce que ses membres ont été arrêtées à l'issue d'un spectacle donné à Moscou sur l'autel de la Cathédrale du Christ-Sauveur. Les organisateurs de la conférence avaient également prévu d'inviter le célèbre groupe de femmes d'origine ukrainienne « FEMEN » (qui manifestent seins nus) pour discuter de leur expérience dans ce domaine. Malheureusement, « FEMEN » a décidé qu'aller à l'étranger (en Turquie) avec leur spectacle dénudé était plus important que de combattre pour le droit des femmes en Ukraine.

Pendant la conférence, nous avons traité des attaques des religieux et

de l'extrême-droite contre les droits des femmes en Ukraine, en Pologne et en Russie. Ainsi, l'anthropologue polonaise Agata Chelstowska a étudié le débat sur l'avortement et la façon dont il était manipulé à des fins politiques en vue de négocier la relation entre la Pologne et le monde occidental (particulièrement l'Union européenne) quels que soient les effets évidents que la conjoncture politique a sur les droits des femmes à la libre procréation et à la santé. Lesya Pagulich et Galina Yarmanova ont analysé les discours des groupes religieux fondamentalistes, qui au cours des cinq dernières années sont devenus extrêmement virulents dans leurs campagnes contre l'avortement, la fécondation in-vitro et l'homosexualité en Ukraine.

Le thème de la collaboration entre l'Église et l'État en vue d'attaquer les droits des femmes a été choisi pour la manifestation féministe du 8 mars 2012. 200 personnes ont défilé avec les slogans « Église et État, il est temps de vous séparer ! », « Impôt sur l'infécondité = Impôt sur la pauvreté » (récemment, un impôt a été proposé au vote du Parlement ukrainien avec l'objectif de taxer les gens âgés de plus de 30 ans qui n'ont pas d'enfant). L'année précédente, les slogans étaient les suivants : « Moins de cuisine – Plus de livres », « Des infrastructures pour les parents » « La famille – un lieu pour être aimé », etc. Les féministes ukrainiennes ont aussi exigé la libération des militantes de « Pussy Riot » mentionnées précédemment et qui sont détenues en raison de leur manifestation anticléricale.

La marche féministe a anticipé les attaques contre les droits des femmes à la libre procréation, comme celle qui a eu lieu le 12 mars 2012 au sein de la Verkhovna Rada (le Par-

lement ukrainien) quand le député Andriy Shkil' a présenté un projet de loi visant à introduire une législation qui interdirait l'interruption artificielle de grossesse (avortement). Sous la législation actuelle, une femme peut avorter si elle n'est pas enceinte de plus de 12 semaines. À l'approche des élections parlementaires de l'automne 2012, les responsables politiques tentent d'exploiter les problèmes « chauds », tels que les tendances démographiques et la moralité sexuelle.

Suite aux tentatives de religieux et d'acteurs politiques d'attaquer les droits des femmes à la libre procréation, les ONG de défense des femmes ont écrit une lettre collective au Président de l'Ukraine, au Président du Parlement ukrainien et à d'autres responsables politiques, les appelant à réfléchir aux conséquences de la criminalisation de l'avortement. Le 27 mars 2012, des militantes pour les droits des femmes ont organisé une conférence de presse : « Fémicides en Ukraine : quels sont les dangers de la criminalisation des avortements ? ». Elles ont exhorté les dirigeants politiques à voter contre le projet de loi qui viole les droits des femmes à la libre procréation et met leur santé en danger.

En conclusion, pendant les deux dernières années, le féminisme, tout comme l'activisme et le débat intellectuel, a finalement fait son apparition dans l'espace public ukrainien. Heureusement, car les initiatives locales constituent un contrepoids à l'augmentation des attaques contre les droits des femmes. ■

> La montée de l'insécurité en Amérique latine

Gabriel Kessler, Université nationale de La Plata (Argentine)



La criminalité est devenue un sujet de préoccupation dans l'ensemble de l'Amérique latine. Cela n'est pas surprenant étant donné que cette région du monde, où ne vit que 14% de la population mondiale, totalise environ 40% de l'ensemble des homicides par arme à feu. La peur de la criminalité y est très élevée, même dans les pays où les taux de criminalité sont relativement faibles, comme l'Argentine, le Costa Rica, le Chili ou l'Uruguay. À partir de plusieurs méthodes d'évaluation, j'ai étudié le « sentiment d'insécurité » en Argentine et fait des comparaisons avec d'autres pays de la région¹. La peur grandissante de la criminalité a des répercussions particulières sur les imaginaires sociaux et les pratiques sociales des gens. L'opinion largement répandue selon laquelle il s'agit d'un problème public, qualitativement différent de

Une manifestante brandit une banderole aux couleurs du drapeau argentin, avec le message « Halte à l'insécurité », lors d'une manifestation contre la criminalité à Buenos Aires en 2009.

ce qu'il était dans le passé, soulève une série de questions sur les causes, les risques pour les individus et les solutions nécessaires. Les réponses à ces questions composent les pièces d'un tableau sociologique de l'insécurité. Cette approche de la réalité nous indique quelles émotions il est logique de ressentir, et investit également le terrain de l'action et des précautions nécessaires, ce que l'on appelle la gestion de l'insécurité (*insecurity management*). L'extension du malaise contredit également les conclusions des recherches d'une époque antérieure où les préoccupations étaient moindres. D'un côté, cela modifie le lien traditionnel entre

>>

peur et autoritarisme. D'un autre côté, les paradoxes de l'insécurité – c'est-à-dire, l'énigme que représente le fait que les groupes qui apparemment sont le moins des victimes sont ceux qui ont le plus peur – changent aussi.

Depuis les premières études sur le sujet, réalisées aux États-Unis dans les années 60, la peur de la criminalité s'est révélée être relativement indépendante de la criminalité effective. La peur de la criminalité a tendance à croître parallèlement à la victimation, mais une fois érigée en problème social, elle ne diminue plus, même lorsque les taux de criminalité sont en baisse. La peur de la criminalité se définit habituellement comme une réponse émotionnelle à la crainte ou à l'angoisse ressentie face à la criminalité, ou face à des symboles que les gens associent à la criminalité. Nous préférons la notion de « sentiment d'insécurité », en partant du principe que même si les références à la peur continuent à jouer un rôle central, ce concept inclut d'autres émotions à prendre en considération, telles que la colère, l'indignation ou l'impuissance, et inclut des préoccupations politiques, des récits sur leurs causes, et les actions qui relèvent de la gestion de l'insécurité.

Mais qu'est-ce que l'insécurité, du point de vue des personnes interrogées en Argentine ? L'insécurité et le fait d'enfreindre la loi ne sont pas nécessairement en relation directe. Ce qui caractérise l'insécurité, c'est le caractère aléatoire du danger. L'insécurité apparaît comme une menace – pour la propriété et surtout pour les êtres humains – susceptible de s'abattre sur n'importe qui. L'une des facettes de l'insécurité est la nouvelle localisation du danger : la fin de la division entre des zones clairement définies comme étant sûres ou dangereuses. Une autre de ses facettes est la relative désidentification des figures symbolisant la peur : la perception de la menace ne se limite plus aux représentations les plus stigmatisées, comme celle des jeunes issus de groupes marginalisés, et, au lieu de cela, on observe une extension de la méfiance à l'égard de tout un chacun. Cette multiplicité de représentations et de lieux dangereux renforce le sentiment d'une menace aléatoire et omniprésente.

Les études menées sur le sujet ont avant tout tenté d'apporter une réponse à une série de questions et de paradoxes : Pourquoi l'insécurité est-elle apparemment plus élevée parmi les groupes qui sont les moins attaqués comme les femmes et les personnes âgées ? Quelle est la relation entre peur et classe sociale ? J'ai étudié ces paradoxes pour le cas de l'Argentine en utilisant la triangulation entre des méthodes qualitatives et quantitatives. En ce qui concerne la classe sociale, les différences quantitatives ne sont pas très marquées, mais au niveau des données qualitatives, la distance et la proximité se sont avérées des axes de différenciation importants. Les classes populaires éprouvent une proximité physique et sociale avec la menace, tandis que les classes moyennes supérieures ressentent une distance sociale et physique vis-à-vis de la criminalité. La proximité influe sur le type de lecture politique qui se construit, en général, « du bas vers le haut ». Dans les quartiers populaires, les débats locaux basés sur des cas concrets sont nombreux, et la discussion est axée sur la communauté elle-même. Dans les quartiers habités par les classes moyennes et supérieures, la distance favorise une vision « du haut vers le

bas », une explication fondée sur des processus sociaux et politiques sans critères de référence individuels. Cependant, la proximité n'implique pas en soi plus d'empathie, pas plus que la distance n'implique de positions plus punitives. La proximité peut conduire à une condamnation morale, parce qu'en dépit des difficiles conditions sociales communes à tous, il est courant d'entendre « mes enfants à moi ne voient pas », ou, à l'inverse, on peut excuser des membres de sa famille au motif que « dans le fond, ce ne sont pas de mauvais bougres ». La distance fait en général appel aux causes structurelles, mais aussi à la position réactionnaire extrême selon laquelle il s'agit là d'une « forme contemporaine de guérilla ». Une punitivité plus ou moins grande n'est donc pas spécifique à une classe sociale donnée – ce qui constitue l'un des sujets de débat en Amérique latine.

Le paradoxe central porte sur le genre. Les données ont montré de manière constante une plus grande peur parmi les femmes, et des débats sur le sujet ont également mis en évidence cette différence. Cependant, lorsque l'insécurité augmente, les différences hommes-femmes au sujet de ce qui « régit les sentiments et leur expression » diminuent. Pour les hommes, il devient plus légitime de ressentir de la peur et de l'exprimer. Plus généralement, dans la triangulation entre enquêtes et interviews qualitatives, les mêmes personnes qui dans les enquêtes déclaraient ne pas avoir peur, en arrivaient, au cours des interviews, à la conclusion qu'ils avaient une peur « logique », dans le contexte défini.

Quand la peur était l'attribut d'une minorité, on pouvait observer une relation directe avec des attitudes autoritaires. Le débat actuel en Amérique latine cherche à déterminer si l'augmentation des sentiments d'insécurité engendre une plus grande punitivité. En général, l'insécurité est traitée différemment en fonction de l'idéologie politique préexistante, bien que l'insécurité puisse également éroder les convictions démocratiques. Dans les récits d'insécurité, on peut observer ce que nous appelons des « glissements punitifs » – le passage de positions plus indulgentes au soutien de mesures plus sévères – sans aller jusqu'à être extrêmes. On assiste avant tout à une érosion de la soi-disant explication de la crise sociale. Au cours de ces dix dernières années, il était généralement admis que la criminalité était une conséquence négative des réformes néo-libérales. Aujourd'hui, après plusieurs années de croissance et de diminution de la pauvreté et des inégalités, la criminalité a à peine diminué. Les milieux universitaires latino-américains sont par conséquent mis au défi de développer des explications plus subtiles face à des discours de plus en plus punitifs. Comme dans d'autres contextes, de tels discours punitifs mettent en avant des explications qui passent de la structure sociale à l'incrimination des sujets.

Il ne s'agit là que de certaines des questions que pose le sentiment grandissant d'insécurité. Les réponses auxquelles les universitaires sont à même de parvenir, et la manière dont nous pouvons faire comprendre ces réponses au reste de la société, dépendront grandement de la qualité de nos démocraties. ■

¹ Kessler, G. (2009) *El sentimiento de inseguridad – Sociología del temor al delito*. Buenos Aires: Siglo XXI Editores.

> Les classes moyennes noires en Colombie : un oxymore social ?

Mara Viveros Vigoya, Université Nationale de Colombie, Bogota (Colombie)

De nombreuses études ont montré que la population colombienne d'origine africaine a le niveau de revenus le plus bas, la pire qualité de vie, le taux le plus élevé de main-d'œuvre infantile, le taux le plus bas d'affiliation à la sécurité sociale, et la plus grande fragilité sur le plan démographique de tous les groupes de population en Colombie (Urrea et al., 2004). De plus, le nombre réduit d'hommes noirs et encore plus réduit de femmes noires qui occupent des postes à responsabilité dans la société civile, les services publics et les entreprises privées, ainsi que le manque d'images positives des hommes et femmes noirs dans les médias et les représentations symboliques qui sont données d'eux dans les espaces publics, ne font que confirmer la persistance du racisme en Colombie. Dans ce contexte, se mettre à étudier les quelques personnes noires qui n'ont pas ce vécu a-t-il un sens ?

L'une des réponses possibles est que dans un contexte comme celui de la Colombie, il peut s'avérer utile de contribuer à donner une visibilité aux parcours d'ascension sociale des Afro-Colombiens, étant donné que ces processus sont peu étudiés et généralement exclus des versions officielles de l'histoire du pays. Ces

parcours offrent en effet de possibles représentations alternatives qui contrastent avec les représentations stéréotypées de ce secteur de la population.

Grâce à nos travaux de recherche, nous connaissons désormais sur cette population des faits que nous ignorions auparavant, y compris comment les questions de genre, de race et de classe se conjuguent pour former les sujets d'une classe moyenne noire. Je présente ici certains des résultats d'une étude plus vaste (Viveros et Gil, 2010).

> Qui parvient à monter dans l'échelle sociale ?

Au cours du XX^e siècle, moyennant l'accumulation du capital économique dans les régions rurales et dans l'industrie minière, et en grande partie grâce à un meilleur accès aux études supérieures, une « classe moyenne noire » s'est constituée dans différentes régions du pays. Cette classe a su se faire une place dans la vie sociale, politique et économique du pays malgré la persistance des préjugés raciaux et de la discrimination raciale. Ces processus de mobilité sociale ascendante de la population noire de Colombie se sont déroulés selon des modalités spécifiques aux contextes

régionaux, économiques, sociaux et politiques dans lesquels ils sont apparus. L'analyse que je présente ici se rapporte à des habitants de la ville de Bogota, dont la majorité est originaire de la région Pacifique, la région qui compte le plus grand nombre de descendants d'Africains du pays.

À partir d'une analyse de leurs parcours sociaux sur trois générations – leur génération, celle de leurs parents et celle de leurs grands-parents –, nous identifions deux groupes principaux définis en fonction du type de mobilité sociale : ceux qui reproduisent la situation sociale de leurs parents et grands-parents, et ceux qui connaissent une amélioration sociale par rapport à leurs aïeux. Dans le second groupe, on peut également distinguer différents niveaux de mobilité – certains connaissent une ascension graduelle et d'autres une ascension plus rapide. Les résultats de notre analyse semblent indiquer que les parcours des femmes tendent plus à se reproduire que ceux des hommes – autrement dit, que les femmes connaissent une moindre mobilité sociale ascendante que les hommes. Les femmes qui connaissent une mobilité ascendante sont le plus souvent filles de cadres et professions libérales ou de personnes ayant au minimum un niveau moyen d'instruction.

En revanche, il est plus courant pour les hommes connaissant une mobilité ascendante d'être les fils ou petits-fils de personnes peu ou pas instruites. Si l'on tient compte du fait que la majorité des grands-parents de ces hommes et femmes ne sont jamais allés à l'école, on peut conclure que le point principal de transition dans les parcours éducatifs se situe entre la génération des grands-parents et celle des parents.

> La place du genre dans l'ascension sociale des Afro-Colombiens

La mobilité sociale implique – outre des revenus plus élevés – l'adoption d'un « habitus de classe » qui, bien qu'il semble se rapporter uniquement à des différences au niveau du capital social et culturel, est également fondé sur le sexe et la race. Les classes moyennes se définissent non seulement en opposition avec les classes populaires (inférieures) mais aussi par rapport à de nombreux éléments constitutifs d'identités hégémoniques liées au genre. En ce sens, pour les hommes noirs et femmes noires, la mobilité ascendante implique de se conformer aux normes dominantes de genre et d'accepter les valeurs et les comportements qui font qu'une femme ou un homme est perçu comme « respectable » au sein de la société colombienne, c'est-à-dire les valeurs et comportements d'ordinaire attribués aux hommes et femmes blancs ou métis. Ces expériences d'acculturation influencent continuellement ceux et celles qui y sont soumis, faisant des hommes et des femmes noirs des sujets disciplinés, judicieux et rigoureux dans leur conduite à la fois au travail et à la maison.

Dans le cas des femmes interviewées, cela voulait dire être de bonnes mères et des femmes exemplaires, être sobres et discrètes dans leur ton de voix, leurs gestes et leur comportement social, et adapter leur apparence personnelle à l'image de la féminité appréciée parmi les classes sociales supérieures. Pour pré-

nous savons désormais comment les questions de genre, de race et de classe se conjuguent

server leur respectabilité, ces femmes se sont « déssexualisées » dès le plus jeune âge ou une fois mariées, en réaction au potentiel qu'on leur attribue d'être lascives ou d'une « moralité douteuse ».

Pour les hommes, l'adoption de telles normes dominantes a impliqué d'être des travailleurs responsables et de bonnes sources de revenus économiques, de modérer les manifestations de leur penchant pour les comportements licencieux, de renoncer à toute attitude qui remette en question leur virilité, et d'adopter des manières distinguées en public, afin de se dissocier de la vulgarité et de l'esprit de débauche imputés aux hommes noirs des classes populaires.

> Une ascension individuelle, et non collective

En Colombie, la mobilité ascendante des Noirs a été un processus individuel, à l'inverse, par exemple, de la mobilité de groupe qu'a connue la population noire des États-Unis (Frazier, 1975). En Colombie, les membres de cette petite classe moyenne n'ont pas su s'appuyer sur le soutien du groupe pour mieux perpétuer leur réussite et en étendre les bénéfices au groupe, par delà leurs familles nucléaires et leurs proches. Les voies de la mobilité sociale ascendante analysées ici confirment cette situation : les Noirs qui ont plutôt bien réussi se sont appuyés sur des histoires personnelles et familiales dispersées qui leur ont permis de prendre pied dans les cercles sociaux de la classe moyenne. Cependant, ils

n'ont pas réalisé d'avancées significatives pour le groupe ethnique et racial dans son ensemble, pas plus qu'ils n'ont été capables de changer les représentations négatives de ce groupe. En même temps, l'existence d'un groupe de Noirs de la classe moyenne, aussi réduit soit-il, montre que la « race » n'est pas toujours composée de la même manière et qu'il est impossible de séparer la race des interférences avec la classe, le genre et la sexualité qui la produisent et la maintiennent.

La question de la mobilité sociale revêt une importance particulière dès lors que l'on réfléchit à des solutions à la marginalisation sociale et à la discrimination raciale dont souffre la population afro-colombienne. Les voies de la mobilité ascendante des populations noires en Colombie sont l'exception à la règle dans la mesure où les conditions sociales ne favorisent pas cette ascension. Une analyse du processus de mobilité ascendante chez les Noirs attire notre attention sur l'existence et la persistance des préjugés raciaux, la complexité de cette expérience et les limites de toute approche qui partirait du principe que les classes moyennes noires, *per se*, vont jouer un rôle d'avant-garde dans la réponse qui peut être donnée au problème de la marginalité sociale des Noirs en Colombie. ■

Références

Frazier, F. (1975) *Black Bourgeoisie: The Rise of a New Middle Class in the United States*. Londres : Collier Macmillan Publishers.

Urrea, F., Ramírez, H. F., et Viáfara, C. (2004) "Perfiles sociodemográficos de la población afrocolombiana en contextos urbano-regionales del país a comienzos del siglo XXI". In M. Pardo et al. (éd.), *Panorámica afrocolombiana. Estudios sociales en el Pacífico*. Bogota : ICANH / Universidad Nacional de Colombia : 213-269.

Viveros, M. et Gil Hernández, F. (2010) "Género y generación en las experiencias de ascenso social de personas negras en Bogotá". *Maguaré* 24 : 99-130.

> La sociologie en Russie : riposte à Vakhshayn

N.V. Romanovsky et Zh.T. Toshchenko, rédacteurs en chef de la revue Études Sociologiques (Russie)



Les célèbres sociologues russes Vladimir Yadov (à gauche) et Nikita Pokrovsky (à droite) à la réunion de la Société des Sociologues Professionnels, à Moscou le 6 juin 2008.

L'article de Victor Vakhshayn dans le numéro 2.3 de *Dialogue Global* nous incite à écrire ce commentaire sur l'état de la sociologie en Russie. Le diagnostic de Vakhshayn sur la sociologie russe contemporaine est sans doute déterminé par la volonté de l'auteur de se limiter à des questions méthodologiques. Vakhshayn accuse ses opposants dans des termes généraux essentiellement parce qu'il n'est pas lui-même engagé dans la recherche empirique, n'a pratiquement aucun contact avec les sociologues dans les différentes régions du pays et, par conséquent, ne comprend pas leurs problèmes. Sans nier à Vakhshayn le droit d'avoir sa propre opinion, nous sommes en total désaccord avec son appréciation de la sociologie russe et souhaiterions exprimer notre propre compréhension de ces problèmes.

En tant que rédacteurs en chef de la revue *Études sociologiques* (en russe *Sotsiologicheskiye Issledovaniya* ou *SOCIS*, lue d'après Vakhshayn par 66% des participants au Congrès Panrusse de Sociologie de 2008), nous sommes submergés par l'abondance des travaux de recherche menés par des sociologues de Moscou, de Saint-Petersbourg et de la plupart des autres villes du pays. Partout en Russie, des milliers de nos collègues font des recherches,

obtiennent des résultats – il est vrai non sans difficultés ou échecs.

> Que se passe-t-il véritablement au sein de la sociologie russe ?

Premièrement, on peut trouver diverses approches innovantes concernant l'analyse des changements sociaux les plus significatifs dans le pays. La communauté universitaire connaît bien les travaux de V.A. Yadov, qui part d'études empiriques pour développer une approche originale des changements au niveau de la conscience et du comportement des travailleurs des secteurs de production ; les travaux du Professeur N.E. Pokrovsky, membre du Comité Exécutif de l'ISA, qui étudie les processus de la vie rurale dans la région nord de la partie européenne de la Russie. On connaît bien aussi V.K. Levashov, Docteur en Sciences de la Sociologie, qui a analysé les nouvelles tendances de l'évolution de la société russe sur la base d'un suivi de 20 années reposant sur le cadre conceptuel du développement durable. Enfin, nous signalerons l'étude de l'un des auteurs de ce commentaire – Toshchenko –, qui a pour titre *L'Homme paradoxal* et qui a été fortement recommandée par P. Sztompka, Z. Bauman et T.I. Zaslavskaya.

Deuxièmement, la gamme des sujets de recherche et leur localisation géographique se sont étendues. Citons quelques exemples. La question de la créativité dans la société russe, qui n'avait pas encore été étudiée, est le thème d'un livre de U.G. Volkov, un sociologue de Rostov. La perspective d'une neuro-sociologie a été défendue par A.V. Shkurko, un universitaire de Nijni Novgorod qui réfléchit sur les nouveaux horizons qu'offre l'articulation entre les sciences naturelles et les sciences sociales. Sur la base d'approches à la fois morphologiques (revenus, éducation, pouvoirs) et discursives-symboliques (prestige, signification, statut), le Professeur O.A. Karmadonov d'Irkoutsk a étudié la stratification sociale, dévoilant ainsi un certain nombre de processus caractéristiques de la société russe contemporaine.

Troisièmement, les méthodes de recherche pénètrent de nouveaux domaines : l'application de concepts bien connus (comme la *res publica*) pour comprendre les pro-

>>

blèmes dans les villes russes, comme par exemple l'usage rationnel d'une infrastructure sociale, a été mise en œuvre par une équipe de jeunes chercheurs dirigés par O. Kharkhordin (Université européenne, Saint-Petersbourg).

Quatrièmement, les nouvelles réalités de la Russie post-soviétique ont ouvert des champs de recherche entièrement nouveaux comme par exemple les problèmes sociaux générés par les marchés, analysés par le Professeur V.V. Radaev (École supérieure d'Économie) dont les publications bénéficient d'une notoriété non seulement dans notre pays mais aussi à l'étranger.

Et enfin, pratiquement chaque université en Russie poursuit des projets de recherche communs avec des collègues d'Europe de l'Ouest, des États-Unis, d'Inde, de Chine, du Japon et d'autres pays d'Asie. Nul besoin d'exemples pour illustrer cela, car c'est quotidiennement que se pratique ce genre de contact qui enrichit les participants au travers de leur travail conjoint de recherche.

Plus généralement, l'importance et l'intérêt de la sociologie russe sont confirmés par la publication de deux périodiques en langue anglaise, *Sociological Research* et *Society and Education*, édités par M.E. Sharpe et composés d'articles tirés de revues de sociologie russes. En effet, il existe quelque 30 revues de sociologie en Russie – alimentées par des institutions académiques et autonomes ou par des universités – qui permettent aux chercheurs de partager les résultats de leurs investigations. La plupart d'entre elles ouvrent leurs colonnes au débat et à la critique.

> Quels sont les problèmes de la sociologie en Russie ?

Ce serait étonnant qu'il n'y ait pas de problèmes, mais assez souvent ces problèmes de la sociologie découlent de ses succès. Il y a plus de 300 départements universitaires de sociologie, et les sociologues sont formés dans environ 110 universités, ce dont on peut certainement être fier. Cependant, la forte expansion, au cours de ces 20 dernières années, des institutions qui forment de futurs spécialistes, a aussi entraîné différentes faiblesses. La qualité de la formation dans nombre d'universités laisse beaucoup à désirer, ou tout du moins pourrait être améliorée, car les personnels enseignants ont été recrutés dans d'autres secteurs scientifiques – généralement il s'agit de néophytes maîtrisant tout juste la pratique de la sociologie.

On peut dire que les données sociologiques font partie intégrante de la société de l'information et, de fait, en Russie, tous les journaux, revues et médias électroniques utilisent des données sociologiques. Cependant, cette performance a donné lieu à des manipulations de la part de sociétés ou d'autres groupes puissants, qui censurent l'information dans l'intérêt de propriétaires de médias. C'est là qu'apparaissent des personnes qui s'attribuent l'appellation de sociologue, et qui sont particulièrement actives pendant les campagnes électorales à différents niveaux – tant fédéral que local. Ces

pseudo-sociologues sont embauchés pour organiser les campagnes électorales des députés qui les payent sur des bases contractuelles.

Contrairement à de telles orientations « marketing », se trouve le refuge (et ici Vakhshayn a raison) dans une « sociologie de la sociologie ». Il est certain que la sociologie doit s'interroger sur ses fondements, la signification de la science, sa méthodologie et ses techniques, mais si cela devient une fin en soi, cela conduira assurément à l'isolement de la sociologie par rapport à la société et, en fin de compte, à la transformer en une science superflue, dont la société n'a pas besoin. Cependant si notre contradicteur veut dire que c'est de cela que se préoccupent principalement les sociologues russes, alors cela n'est tout simplement pas vrai : les mesures bibliométriques prouvent que plus de 80% des travaux des sociologues traitent de problèmes de fond – économie, travail, villes, vie rurale, jeunesse et éducation, comportements déviants, religion, gouvernement, etc.

> Qu'y a-t-il de mal à se focaliser sur les processus qui se produisent dans la société ?

Vakhshayn n'aime pas du tout ce qu'il affirme être la convergence des langages néo et anti-soviétiques en sociologie : tandis que certains s'accrochent à leurs vieilles habitudes qui peuvent être archaïques et primitives, d'autres ont trahi les idéaux du libéralisme auxquels ils avaient adhéré depuis presque 20 années de l'ère post-soviétique. D'après nous, il n'y a là rien de surprenant. Les « traditionnalistes » sont arrivés à la conclusion que les réalités du pays nécessitent de nouvelles méthodes pour analyser le présent, tandis que les sociologues d'opinion libérale ont vu que leurs attentes ne se sont pas réalisées – la Russie a pris une voie différente et a utilisé des recettes pour changer la vie économique et sociale qu'ils considèrent comme injustifiées. Ainsi, des groupes qui s'opposaient il y a une dizaine d'années, se rejoignent maintenant dans leurs analyses et leurs conclusions. Ce n'était pas parce qu'ils souhaitaient cette convergence, mais parce que l'analyse de la réalité sociétale (économique, sociale, politique) les a conduit à des conclusions similaires. Bien que des divergences demeurent en son sein, la communauté sociologique, de notre point de vue, a progressivement accepté le point de vue que le débat, la discussion et la confrontation d'idées basées sur l'analyse empirique de la réalité sont le moyen de procéder le plus fructueux et le plus fiable, en particulier si l'on s'intéresse à la science plutôt qu'aux intérêts de groupe.

En conclusion, quelques mots sur la façon de polémiquer de Vakhshayn à laquelle nous nous opposons fondamentalement. Vakhshayn parle des déclarations et des opinions des individus, y compris les siennes, comme si c'était le point de vue de la communauté des sociologues de Russie. Cependant, ses commentaires, de manière caractéristique, n'identifient aucun nom, de sorte que l'auteur tend à se battre contre des opposants anonymes. Ironiquement, cette façon de faire est un moyen de polémiquer hérité d'une période antérieure qu'il rejette. ■

> La sociologie britannique à l'ère de l'austérité

John D. Brewer, Université d'Aberdeen (Royaume-Uni), et Président de l'Association Britannique de Sociologie (2010-12)

L'Association Britannique de Sociologie (BSA) a célébré en 2011 son soixantième anniversaire. Avec un peu plus de 2500 adhérents, c'est dans le contexte mondial une petite association, mais elle progresse constamment. Nous n'avons jamais eu autant d'adhérents et l'association manifeste de nombreux autres signes de bonne santé. Nous publions désormais quatre revues, nous n'avons jamais eu autant de groupes d'études, notre personnel de bureau et administratif n'a jamais été aussi nombreux, et nos deux dernières conférences annuelles ont rassemblé un nombre record de participants. Cette année, nous avons organisé plus de cinquante manifestations. Et tout cela, bien sûr, dans un pays qui est devenu tristement célèbre pour la marchandisation de l'enseignement supérieur, la fin du financement des universités par des fonds publics et l'instauration de droits d'inscription pour les étudiants, et qui est en train de subir les préjudices de l'austérité. Ceci n'est pas une coïncidence : l'austérité est une affaire importante pour la sociologie britannique.

L'édition 2012 de la conférence annuelle s'est tenue à Leeds sur le thème de la sociologie à l'ère de l'austérité. Cela a été notre conférence la plus importante en dehors de Londres. Arrivant au terme de mon mandat de trois ans en tant que Président, j'ai fait mon discours sur la valeur publique de la sociologie à l'heure de l'austérité. Dans d'autres discours en séance plénière, Michael Burawoy et Zygmunt Bauman ont débattu de la contribution de la sociologie à la compréhension des conséquences sociales et politiques de la crise économique, et Stephen Ackroyd et Rosemary Batt ont insisté

L'austérité est une affaire importante pour la sociologie britannique

sur la nature de cette crise qui résulte, comme c'est le cas, de la financiarisation des économies américaine et britannique. Nous avons eu des participants de 24 autres pays et un nombre considérable de communications sur différents thèmes. Nous avons accepté 622 communications, et 62 étaient inscrites en liste d'attente, en cas de désistement.

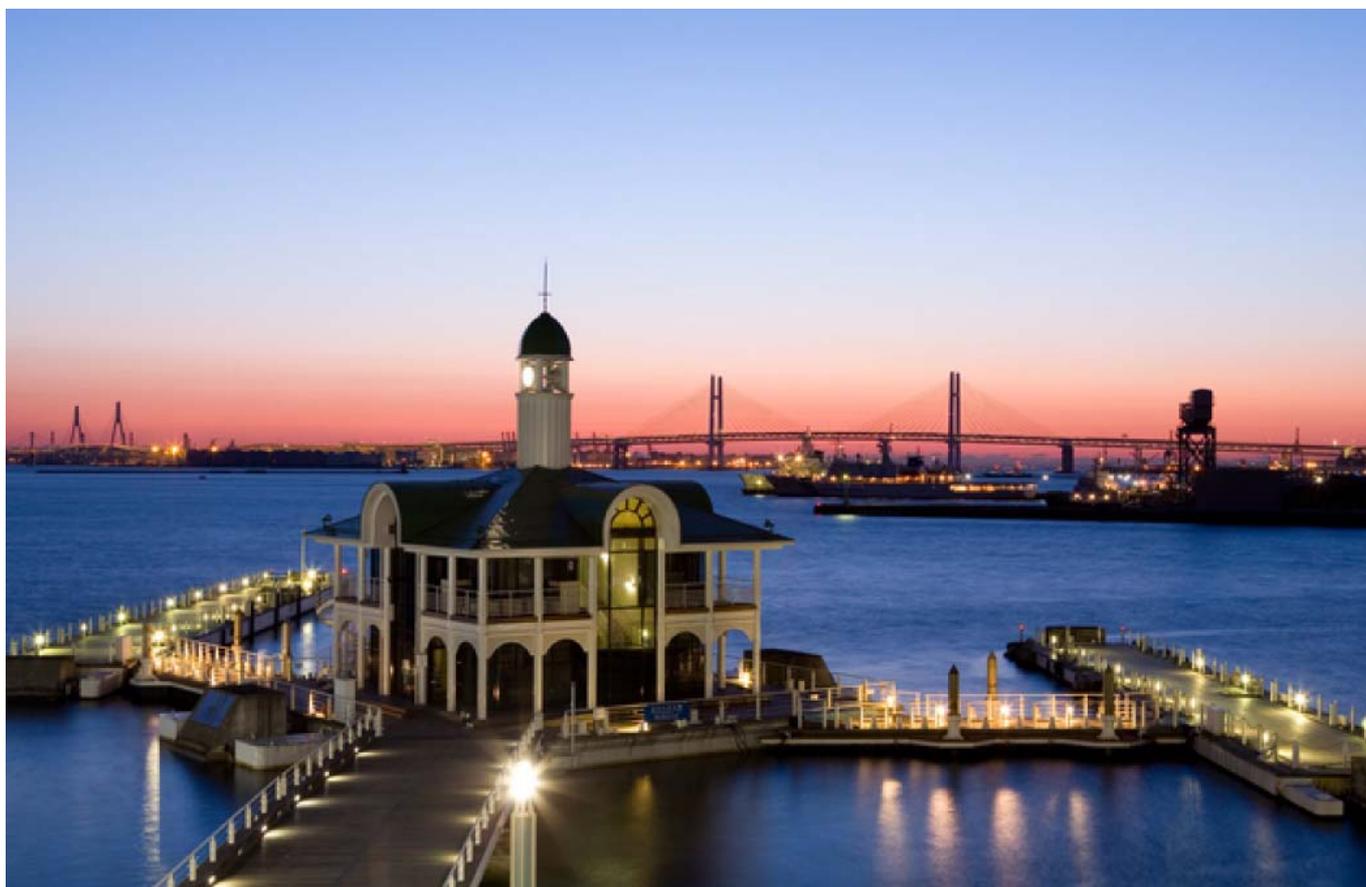
L'austérité a des répercussions évidentes sur la sociologie en tant que discipline universitaire en Grande-Bretagne. Des menaces pèsent sur certains départements d'université qui pourraient fermer ou voir leur taille réduite, et l'on craint que les demandes d'inscription d'étudiants ne diminuent – ce qu'elle font généralement sous l'effet de l'augmentation des frais d'inscription – ou ne s'orientent vers des diplômés menant à des parcours professionnels plus sûrs. Par exemple, l'enseignement de la sociologie à l'Université de Strathclyde est en train d'être supprimé, et de nombreux départements de sociologie ont vu leurs demandes d'inscription baisser dans des proportions variables, parfois impressionnantes. D'un autre côté, certains départements sont prospères et font état d'une augmentation des inscriptions d'étudiants, là aussi parfois de manière spectaculaire. Certains départements annoncent la vacance de postes permanents. Il est peut-être trop tôt pour dire quel sera l'impact de l'austérité sur les moyens de la sociologie en Grande-Bretagne,

même si la BSA reste très vigilante sur cette question.

Cependant, l'impact de l'austérité sur notre discipline est un problème différent, et là la situation est plus claire. Notre conférence de 2012 met en avant deux effets positifs. L'austérité a revigoré l'analyse de classe au sein de la sociologie britannique et de la sociologie du travail et de l'industrie, en la rééquilibrant après le « tournant culturel », et a donné un dynamisme nouveau à l'engagement des sociologues vis-à-vis de la BSA. Pardonnez-moi si je focalise mon attention sur l'association. Comme la discipline se trouve fragmentée à la fois comme sujet et sur le plan de sa localisation administrative dans des établissements multidisciplinaires, il apparaît que les sociologues utilisent la BSA comme un moyen de préserver leur identité en tant que professionnels de la sociologie. Avec la fin du département de sociologie centré sur une seule matière, les enseignants et les chercheurs sont répartis, souvent en nombre restreint, dans des unités administratives méconnaissables et considèrent pratiquement la BSA comme remplissant la fonction de l'ancienne structure organisée en départements, nos groupes de travail remplaçant le séminaire du département, et la BSA servant elle-même comme centre de leur identité professionnelle. Le Président élu de la BSA, John Holmwood, a pris comme thème de son mandat la nécessité de la sociologie – et la BSA en est un bon exemple. ■

> Le Congrès de Yokohama : un pont vers un monde plus égalitaire

Koichi Hasegawa, Université du Tohoku, Sendai, et Président du Comité Local d'Organisation du Congrès Mondial de Sociologie de l'ISA de 2014 à Yokohama (Japon)



Le Yokohama Bay Bridge et les quais flottants vus depuis le complexe Pacifico Yokohama où se tiendra le congrès.

Au mois de mai dernier, sous la direction énergétique de Shujiro Yazawa, Président de la Société Japonaise de Sociologie, des sociologues japonais ont mis en place un réseau, qui compte désormais plus de 150 mem-

bres, consacré à la recherche et aux informations sur la catastrophe du 11 mars 2011. Ces funestes séismes, tsunami et accident nucléaire ont généré un travail considérable pour les sociologues, y compris celui d'organiser des enquêtes dans pratiquement toutes les régions touchées.

>>

> Les défis que les sociologues ont à relever

Quels sont le rôle et les tâches de la sociologie face à une catastrophe d'une telle envergure ? Comment doit-on mener nos enquêtes dans cette situation très difficile ? Comment peut-on établir un dialogue constructif avec les réfugiés de la catastrophe, et en tant que sociologues, comment peut-on leur apporter notre soutien ? Encore aujourd'hui, 360.000 personnes ne peuvent toujours pas retourner chez elles. La plupart s'entassent dans des logements provisoires exigus. Dans la seule région de Fukushima, il y a encore 150.000 personnes déplacées, que ce soit suite à un arrêté gouvernemental ou selon leur propre volonté.

Nous abordons de nombreuses questions sociologiques, que ce soit au niveau micro, meso ou macro, comme par exemple le fait de repenser le rapport entre science, technologie et politique, l'aménagement urbain pour reconstituer les communautés, la remise en état de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, la création d'emplois, etc. Les ONG s'occupent des soins aux personnes âgées, aux enfants, aux handicapés et aux étrangers, dans un contexte où des familles sont confrontées à la séparation géographique et où des réfugiés ont perdu famille, amis, maison et travail. Il y a des problèmes d'alcoolisme et de violence conjugale qui, pour comprendre la situation, rendent essentielle une approche axée sur les questions de genre. Il y a, d'un point de vue sociologique, tant de tragédies, de héros et d'héroïnes.

> Au sein du mouvement Occupy, les femmes japonaises contre le nucléaire

Nous sommes nombreux à être profondément préoccupés par la situation actuelle des réacteurs nucléaires qui ont été endommagés à Fukushima. La situation est stable. En dehors d'un périmètre de 30 kilomètres et de certains points chauds particuliers, le niveau de radiation est entièrement sûr, par exemple à Tokyo, à Yokohama, ou dans la région, à Sendai. Partout où je vais, j'emporte avec moi un appareil pour mesurer le niveau de radiation. Après l'accident, j'ai publié un nouveau livre pour le grand public, *Vers une société post-nucléaire*.

À Fukushima et au-delà, des femmes critiquent ouvertement le rôle de la compagnie électrique et du gouvernement japonais dans la catastrophe. Elles exigent que leurs enfants et familles soient protégés, ainsi qu'une pleine réparation pour les pertes subies et la décontamination des zones touchées. Pratiquement tous les week-ends, il y a des rassemblements de masse, des conférences publiques et des réunions de travail. Depuis la mi-septembre, à l'instar du mouvement *Occupy* aux États-Unis, des femmes de Fukushima occupent pacifiquement le siège du Ministère de l'Économie et de l'Industrie, tenu pour responsable de l'accident nucléaire. Ces femmes refusent de quitter les lieux, et la police et le gouvernement n'ont pas eu recours à la force pour les déloger, de peur de provoquer un soulèvement populaire s'ils le faisaient.

> Rapprocher un monde séparé

À la suite de la catastrophe du 11 mars, la mairie de Yokohama a passé en revue l'historique des tsunamis qui ont précédé l'ouverture du port, et révisé ses recommandations en matière de protection, jusqu'alors basées sur le relevé d'un tsunami de faible envergure qui avait eu lieu trois siècles plus tôt. Le Comité Local d'Organisation travaille en collaboration avec le Comité Exécutif de l'ISA et la Société Japonaise de Sociologie pour assurer la meilleure organisation qui soit pour ce Congrès. Nous espérons recevoir plus de 5000 délégués, comme au Congrès précédent de 2010 à Göteborg. Nous invitons les sociologues à venir découvrir à Yokohama une société japonaise qui renaît et se renforce.

Depuis le complexe Pacifico Yokohama, où aura lieu le Congrès, on peut voir le beau pont *Yokohama Bay Bridge*, un ouvrage d'art de la région. Ainsi que le sociologue allemand Georg Simmel l'a déclaré, les ponts sont l'expression visuelle de notre volonté de relier. Je crois que notre travail de sociologue jette des ponts entre l'Orient et l'Occident, entre le Sud et le Nord, entre le Passé et l'Avenir, entre hommes et femmes, entre la nature et la société, autrement dit, établit des liens entre les clivages sociologiques, pour un monde plus égalitaire. Yokohama attend que vous veniez traverser le pont ! ■

> Universités italiennes à vendre

Laura Corradi, Université de Calabre (Italie)



« **L'**Université italienne survit avec difficulté. Elle est malade et fait l'objet d'une marginalisation croissante, dont on trouve peu d'exemples dans l'histoire contemporaine. Les ressources financières pour le fonctionnement institutionnel de ce qui

représente l'une des plus anciennes universités du monde, ont été réduites de manière drastique bien avant que la crise internationale actuelle ne se manifeste, et cela bien que le niveau de financement de l'université italienne était déjà bien faible par rapport à d'autres pays industrialisés.

« Je suis le spectre du précaire » – une manière imagée de représenter le précaire comme la nouvelle classe dangereuse qui hante la société.

>>

sés. Les départements de lettres et une grande partie des départements de sciences sociales ont été systématiquement défavorisés afin de promouvoir d'autres disciplines considérées comme plus utiles au développement économique et aux marchés. En cela, l'université italienne rejoint la tendance que connaissent les autres universités en Europe et dans le monde. On attend des cursus universitaires qu'ils soient *utiles* en termes de *valeur marchande*, sans quoi ils ne peuvent être proposés parce qu'ils ne sont pas rentables au plan économique. » Cette citation est extraite des premières lignes d'un document intitulé *L'Università che vogliamo* (L'université que nous voulons) écrit par deux professeurs italiens, Piero Bevilacqua et Angelo D'Orsi, et signé par voie électronique par des centaines de professeurs, de chercheurs et de « *precari* » (c'est-à-dire des travailleurs intellectuels non titulaires, pour la plupart des post-docs employés à des postes temporaires) en Italie.

En 2010, le nombre des *precari* s'est élevé à 126.188 dans les universités italiennes, où ils occupent différentes fonctions : 41.349 étaient des professeurs contractuels, 24.934 des professeurs stagiaires, 23.996 des maîtres assistants, 17.942 des assistants de recherche. En tout, en 2010, il y a 22.000 *precari* de moins qu'en 2008¹, ce qui indique une tendance vers la désaffiliation et le désengagement de l'université italienne, qui est perçue comme un cul-de-sac, sans autre avenir qu'une privatisation progressive.

L'existence d'un niveau évident de corruption dans le milieu universitaire – qui est tout aussi indéniable que honteux – a été utilisée comme un argument pour attaquer et démanteler l'ensemble du système public d'enseignement supérieur, par le biais d'une série de lois et de réglementations malheureuses, la dernière en date étant la tristement célèbre Réforme Gelmini, ainsi nommée du nom de son auteur, le



« Notre avenir c'est maintenant, la vie n'attend pas » – l'un des principaux slogans du précaire dans les universités.

Ministre de l'Éducation, des Universités et de la Recherche du gouvernement Berlusconi.

Conçue à l'ombre de coupes budgétaires assassines et d'un arrêt douloureux imposé à la progression des carrières, cette réforme donne tous les pouvoirs aux recteurs et aux professeurs titulaires à part entière – en éliminant des organes démocratiques comme le Conseil de la Faculté (où, jusqu'à cette année, tous les professeurs titulaires et les chercheurs avaient leur mot à dire dans les processus de décision) et en diminuant le rôle de l'Assemblée Académique.

Un autre coup mortel contre le système universitaire italien devrait provenir d'une disposition en cours d'élaboration : la suppression de la reconnaissance de la valeur des diplômes d'État, qui devrait décourager les étudiants de s'inscrire – des étudiants qui sont déjà confrontés à une augmentation sans précédent des frais d'inscription. Si ce projet de loi est approuvé par le Parlement, les diplômes obtenus dans des institutions publiques sérieuses, sélectives et compétitives, ne se distingueraient pas de ceux obtenus dans n'importe quelle université *ad hoc* privée ou en ligne.

Les protagonistes des premiers mouvements étudiants des années 1968-1977 étaient essentiellement des étudiants, des étudiants qui venaient de loin, des étudiants qui travaillaient en même temps, et ces mouvements mettaient l'accent sur leurs besoins, mais dans une seconde phase, pendant les années 90, le mouvement étudiant *La Pantera* [La Panthère] a commencé à critiquer la privatisation de l'enseignement supérieur, et plus généralement tout le système éducatif, pour avoir soumis la production des savoirs au monde de l'entreprise. De nouveaux mouvements sociaux ont émergé après la réforme dite Réforme Berlinguer votée en 2000 par un gouvernement « progressiste », qui a accordé plus d'autonomie financière aux universités en réduisant les aides de l'État à l'enseignement supérieur et aux instituts de recherche, poussant ainsi les universités vers une relation organique avec le monde de l'entreprise. La « Réforme » a marqué le début d'une décennie de luttes – qui a commencé avec l'occupation de l'Université de Rome *La Sapienza* en 2001 –, montrant comment les politiques néolibérales ne changeaient pas avec la couleur politique du gouvernement. La privatisation de l'Université publique a été menée avec le même zèle

par les différents types de gouvernements, aussi bien ceux politiquement positionnés au centre-gauche que ceux positionnés au centre-droit. Les coupes budgétaires ont entraîné une dégradation des services aux étudiants, la diminution des subventions, des bourses et autres formes d'aides financières, et une explosion des droits d'inscription. La conjonction de toutes ces mesures a provoqué des protestations et des turbulences parmi les étudiants des universités, et la floraison de collectifs. En 2008, une mobilisation très étendue, appelée *L'Onda* [La Vague], a vu maîtres de conférences, professeurs titulaires et chercheurs s'unir pour refuser d'enseigner. Finalement, le mouvement a également abordé les problèmes concernant les travailleurs intellectuels non titulaires de l'Université : les *precari* – la force de travail mal payée pour les emplois liés à l'enseignement, ce que nous appelons le *lumpen-riciercarariat* [le lumpen de la recherche], c'est-à-dire les aides de laboratoire, maîtres assistants, traducteurs, maîtres de conférence, chargés de cours – des assistants

qui constituent aujourd'hui une nouvelle problématique sociale et donnent lieu à de nouvelles formes collectives d'organisation.

Nombreux sont ceux qui prédisent un « second 1968 », entendant par là un mouvement de masse réussi. Ce qui pourrait arriver, c'est plutôt que les manifestations de l'université s'allient de manière plus organique contre la crise à d'autres mouvements sociaux, les mouvements de chômeurs, les travailleurs qui ont perdu leur emploi, les *indignados*, qui disent non au néo-libéralisme, à ses recettes de privatisation et à la croissance forcée. Une telle perspective de faire converger différents problèmes ayant la même racine, est corroborée par la participation de beaucoup d'étudiants, de travailleurs, de chercheurs et d'enseignants à un mouvement plus vaste du précaire [travailleurs précaires], en particulier après la manifestation nationale du 30 mars 2012 à Rome et dans l'attente de la mobilisation internationale de Francfort du 16 au 19 mai 2012.

Pour des informations actualisées sur les manifestations, vous pouvez consulter le site web <http://www.ateneinrivolta.org/> (Universités en Révolte), où vous trouverez documents, propositions, rapports de meetings, vidéos et autres informations. Une importance particulière est accordée aux questions de genre dans la mesure où les femmes subissent une discrimination à l'université, en termes de carrière, de sous-représentation aux postes d'enseignement et aux plus hauts niveaux de l'administration. La décision du gouvernement de réaliser la honteuse coupe budgétaire de 20 milliards d'euros sur le budget des universités publiques atteint principalement les femmes – qui sont surreprésentées parmi les travailleurs précaires. Elle est particulièrement néfaste pour les universités du Sud et pour les spécialités marginalisées, comme celle sur la communauté des GLBTT. ■

¹ Francesca Ruocco, "Il lavoro precario in Università" Pp.56-61 in *Inchiesta* n. 174, octobre-décembre 2011. Bari: Edizioni Dedalo.

> Qui voudrait être rédacteur en chef de eSymposium ?

Jennifer Platt, Université du Sussex (Royaume-Uni), et Vice-Présidente des Publications de l'ISA (2010-2014)

Comme beaucoup de membres de l'ISA le savent, Vineeta Sinha est depuis 2005 la rédactrice en chef de la revue électronique initialement publiée sous le titre de *ISA E-Bulletin*, et récemment devenue le *ISA eSymposium*, qui est accessible gratuitement pour les membres de l'Association. Ce changement a marqué une réorientation de notre présence sur le web, afin de permettre davantage d'interaction avec les lecteurs et l'inclusion de contributions visuelles et audio « non écrites », comme cela a été le cas dans le dernier numéro avec le fascinant reportage-photo « Occupy Toronto : a photo essay » de Zaheer Baber.

Le nouveau système étant désormais bien établi, le moment est venu de donner la possibilité à un nouveau rédacteur ou une nouvelle rédactrice en chef de succéder à Vineeta, qui a éminemment rempli son rôle de fondatrice. C'est une gamme très variée et intéressante d'articles qui a été jusqu'à présent publiée dans la revue – et assurément il y en aura beaucoup d'autres à l'avenir. Cela vous intéresserait-il de reprendre cette responsabilité afin de sélectionner les articles et développer la revue, ou bien connaissez-vous un ou une collègue qui ferait un bon travail ? Vos candidatures sont les bienvenues pour ce poste de rédacteur en chef à occuper à partir de juillet 2013. Veuillez consulter le [site web de l'ISA pour en savoir plus](#).

> **L'ISA à l'ONU :**

Crime et justice pénale

Rosemary Barberet, John Jay College of Criminal Justice, New York (États-Unis)

En avril dernier, j'ai assisté à la XXI^e session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (CCPCJ) des Nations Unies à Vienne en tant que représentante de l'Association Internationale de Sociologie, qui a un statut consultatif en tant qu'organisation non gouvernementale. J'assiste aux sessions de cette commission depuis maintenant dix ans. Je pense que d'une façon générale la contribution de la sociologie est indispensable aux Nations Unies. À la fois la sociologie et la criminologie ont beaucoup à apporter à la CCPCJ.

La Commission des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale est un organe subsidiaire du Conseil économique et social (ECOSOC). L'ECOSOC a créé la Commission en 1992. Elle a reçu mandat sur les thèmes prioritaires suivants :

- l'action internationale pour combattre la criminalité nationale et transnationale, notamment la criminalité organisée, le crime économique, et le blanchiment d'argent, et la promotion du rôle du droit pénal dans la protection de l'environnement ;
- la prévention du crime dans les zones urbaines, notamment la criminalité et la violence juvéniles ;
- l'efficacité, l'impartialité et l'amélioration au niveau de la gestion et de l'administration de la justice pénale.

La Commission développe, contrôle et examine la mise en œuvre du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et facilite la coordination de ses activités. La Commission détermine sur le fond et au niveau organisationnel les orientations pour le Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale qui a lieu tous les cinq ans. La Commission joue le rôle d'organe directeur du Fonds des Nations unies pour la prévention du crime et la justice pénale, fonds qui fournit des ressources pour la promotion de l'assistance technique dans les domaines de la prévention du crime et de la justice pénale mise en œuvre par l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (UNODC). La CCPCJ comprend un représentant pour chacun des 40 États membres élus par le Conseil pour une durée de trois ans.

La Commission est assistée par le réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, composé d'un certain nombre d'instituts interrégionaux, régionaux et nationaux tenus d'aider à la mise en œuvre du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et de la justice pénale. (Par exemple, aux États-Unis, l'Institut National pour la Justice contribue au travail effectué par le réseau du programme.)

Chaque session comporte un thème de discussion. Cette année, le thème était « La violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leurs familles ». Le thème a pour origine la « Déclaration de Sal-

>>

vador », qui a résulté du Congrès de l'ONU pour la prévention du crime qui s'est tenu en 2010, sur proposition de la Turquie. Ce thème est particulièrement d'actualité cette année : des informations largement diffusées dans les médias font état de migrants d'Amérique centrale rackettés par la police ou kidnappés par des gangs de trafiquants de drogue au Mexique, ou mourant dans le désert de l'Arizona ; Marine Le Pen a présenté un programme anti-immigrés lors des dernières élections en France ; des réfugiés des soulèvements du « Printemps arabe » ont déferlé sur les pays voisins du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Le thème est transversal, car il est lié au travail de la Commission sur l'introduction clandestine et le trafic de migrants, mais aussi au travail d'autres organismes des Nations Unies sur les droits de l'homme. Cependant, alors que la Commission pour la prévention du crime fait le lien entre l'introduction clandestine de migrants et la violence à l'encontre des migrants, il est intéressant que François Crépeau, le véhément Rapporteur Spécial sur les Droits de l'Homme pour les Migrants, ait rappelé à la Commission que l'introduction clandestine de migrants était parfois une activité de survie, qui ne conduisait pas nécessairement à la violence à l'encontre des migrants. Il nous a rappelé que le film *Casablanca* traitait d'un réseau de passage de clandestins, et comment il a généré une image très positive sur le passage de clandestins. Mais dans tout cela, où se trouve la recherche sociologique ?

Le rôle de l'ISA lors des sessions des Nations Unies a été d'observer, de faire part de ses commentaires au Président et au Comité Exécutif de l'ISA, et dans la mesure du possible, d'apporter une aide à la recherche à destination des délégations des États membres. En dépit du fait que la Commission pour la prévention du crime et l'UNODC maintiennent que leurs décisions sont basées sur des données probantes, au cours des années, les retombées de la recherche en provenance de l'UNODC et du réseau du programme vers la Commission se sont révélées moins importantes. Depuis maintenant trois ans, l'ISA présente à la Commission une analyse de la littérature scientifique sur le thème central de discussion. Les membres de l'ISA devraient être conscients que la majeure partie de leurs travaux publiés dans les revues scientifiques n'arrivent pas jusqu'à ce public. C'est pourquoi faire en sorte que notre recherche soit accessible et lue par ce public est d'une importance primordiale. Notre analyse de la littérature scientifique

a pour but de fournir une synthèse objective des études réalisées à l'échelle mondiale sur le thème central, en le définissant d'une manière large, en l'illustrant au moyen d'exemples issus de la recherche sociologique en provenance du monde entier, et en portant une attention particulière aux lacunes existant sur le plan des connaissances.

Quels sont les enjeux de faire connaître nos recherches auprès de ce public ? L'ONU réglemente très attentivement la diffusion des informations en provenance des ONG vers les États membres. Les ONG peuvent soumettre de courtes notifications, et diffuser des documents qui sont au préalable approuvés par le Secrétariat. Elles peuvent aussi prendre directement contact avec les États membres pour apporter des informations par voie orale. Mais l'ONU n'est pas connue pour être une organisation qui pratique la transparence dans son processus de décision. Bien que les résolutions soient débattues pendant la semaine où se tient la Commission pour la prévention du crime dans le cadre du Comité plénier, la plupart des négociations ont lieu au cours de sessions informelles, auxquelles n'ont pas accès les ONG. Étant donné que les délégations changent chaque année, et que les ONG n'ont pas accès à la liste des adresses mail des membres des délégations, il est difficile de diffuser l'information. Par ailleurs, de nombreuses délégations se montrent peu enclines à lire les publications des ONG. La plupart des ONG qui ont statut consultatif aux Nations Unies sont axées sur un thème précis et vouées à la défense d'intérêts. Ce ne sont pas des associations scientifiques et professionnelles comme l'ISA. Les États membres se méfient par conséquent des ONG. En outre, en l'absence de dialogue, l'utilité de l'information diffusée dépend du bon vouloir du destinataire. Et alors que nous avons diffusé nos documents cette année en anglais et en français, il serait utile de les traduire dans toutes les langues des États membres de l'ONU.

La Commission pour la prévention du crime est l'organe des Nations Unies qui crée des normes et des standards internationaux pour les institutions de justice pénale, et elle permet aux États membres de se mettre d'accord sur les politiques à mettre en œuvre pour réduire la criminalité. Permettre aux recherches dans le domaine de la sociologie d'influencer le travail de la Commission peut grandement contribuer à influencer ses réalisations. ■

> Désert de l'Arizona

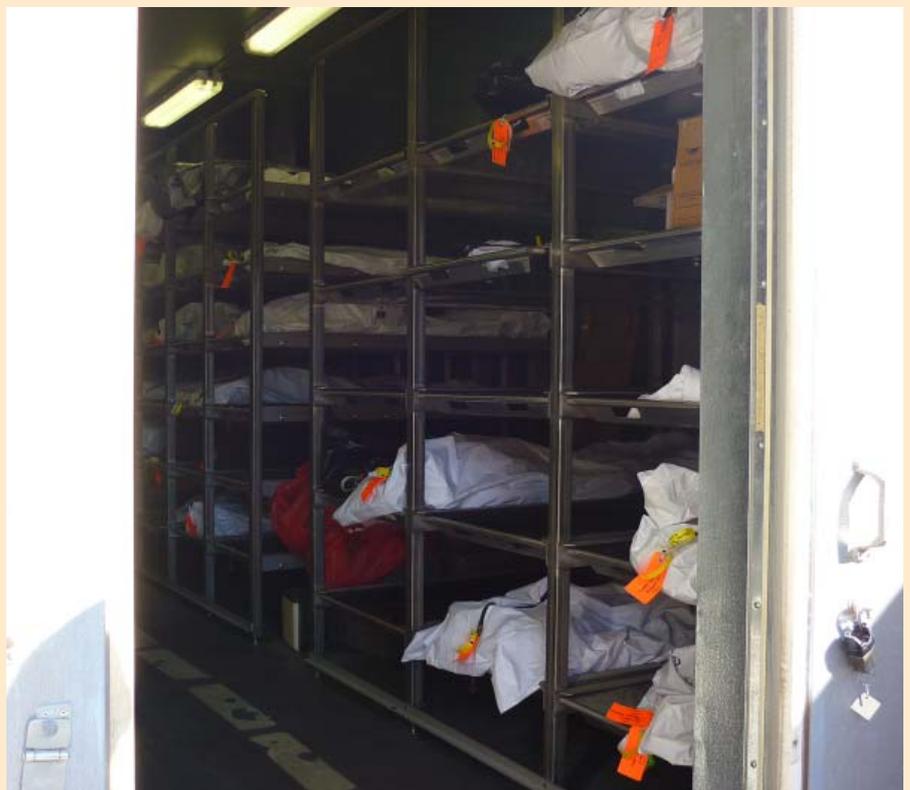
Un piège mortel pour les migrants

Emine Fidan Elcioglu, Université de Californie, Berkeley (États-Unis)

À peine ai-je entendu le déclic de l'appareil photo que j'ai dû partir en courant, prise de nausée. L'odeur nauséabonde de décomposition humaine m'a poursuivie pour le restant de la journée. La photo que j'avais prise était celle d'une unité frigorifique du Centre de Médecins Légistes de Tucson, en Arizona. Dans des sacs blancs, se trouvaient des douzaines de restes humains qui avaient appartenu à des migrants sans papiers, hommes, femmes, enfants, qui étaient morts dans les « déserts de la mort » du Sud de l'Arizona en cherchant à pénétrer sur le territoire des États-Unis.

La photo illustre bien les rapports de l'État avec une population « indésirable », pendant leur vie et après leur mort. La militarisation systématique de la frontière depuis la fin des années 90 a canalisé les migrants sans papiers hors des zones urbaines, vers des terres aussi isolées et inhospitalières que le désert de l'Arizona. Si ceux qui passent la frontière parviennent à survivre et à atteindre leur destination, ils se retrouvent « piégés » aux États-Unis, sans possibilité de rendre visite à leurs proches dans leur pays d'origine, étant donné le risque d'être arrêté ou de périr dans le désert. En même temps, leur présence aux États-Unis est considérée comme illégitime, et la menace d'être déportés et séparés de leur famille pèse sur leur vie au quotidien.

Mais s'ils meurent, l'État les laisse *de facto* « rester » aux États-Unis. Leurs



corps sont transportés en 4X4 par des agents de la police des frontières jusqu'au Centre de Médecins Légistes. Là, les effets personnels sont passés au crible à la recherche d'indices qui permettent d'identifier les cadavres, leur peau momifiée soumise à des scanners infrarouges pour déceler des tatouages, la structure de leurs dents et leurs os examinés pour identifier des implants chirurgicaux et autres traits distinctifs. Toutes les informations obtenues sont recoupées par triangulation avec les consulats et organisations humanitaires susceptibles d'être contactés par les familles à la recherche d'un proche disparu. Pendant ce temps, les restes

sont étiquetés avec des noms aussi anonymes que « Monsieur X » ou « Madame X » – parfois « Monsieur/Madame X » lorsque les restes ont été tellement pulvérisés par le désert qu'on ne peut déterminer le sexe – avant d'être stockés dans des glacières. L'État investit de l'argent dans leur transport, leur manipulation, leur conservation, et enfin, s'ils finissent par être identifiés, leur inhumation dans la section du cimetière local dont le comté est propriétaire, par une entreprise funéraire sous-traitante. Il y a une chose à laquelle l'État n'a pas consacré de ressources financières, c'est à la prévention de ces morts, purement et simplement. ■